

Promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Emploi & Fonds social européen

Exemples de
projets FSE

Emploi & affaires sociales



Commission européenne

Secteur Information Emploi et FSE (V/02), Direction générale pour l'emploi, les relations industrielles et les affaires sociales
Rue de la Loi 200 B-1049 Bruxelles Fax: (+32-2) 295 49 18
Adresse e-mail: esinfo@bxl.dg5.cec.be
Site Web: <http://europa.eu.int/en/comm/dg05/esf>

Photo de couverture © Roy Export Company Establishment

Promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Exemples de
projets FSE



Commission européenne

Edition terminée en décembre 1997.

La Commission européenne remercie toutes les personnes qui ont aidé à rassembler l'information nécessaire à l'élaboration de cette brochure.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1998.

ISBN 92-828-2965-0

© Communautés européennes, 1998

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Direction générale "Emploi, relations industrielles et affaires sociales" de la Commission européenne.

Imprimé en Belgique

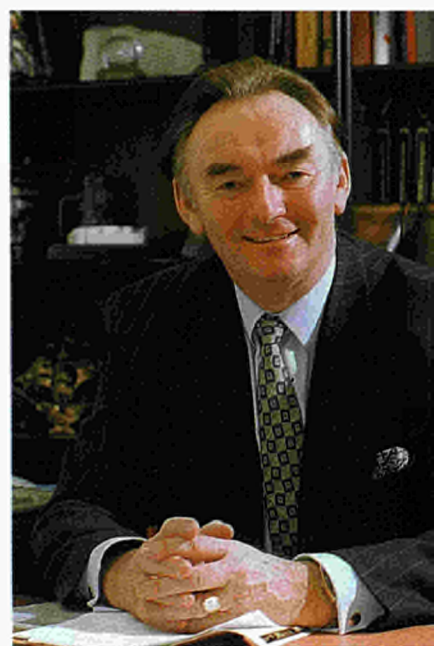
Préface de M. Pádraig Flynn, membre de la Commission européenne

Le Traité d'Amsterdam a confirmé que la construction européenne passerait inévitablement par le renforcement des politiques d'égalité des chances. Aux termes du nouvel Article 3, l'Union européenne s'engage en effet à réduire les inégalités et à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

Au Sommet sur l'emploi de novembre 1997, les Etats membres se sont déjà mobilisés dans ce sens, s'engageant à améliorer les perspectives d'emploi pour les femmes et à analyser les raisons pour lesquelles le chômage touche beaucoup plus durement les femmes que les hommes. Les Etats membres sont également conscients qu'ils doivent trouver un meilleur équilibre, plus juste, permettant de concilier vie active et familiale, notamment en améliorant l'accès aux services de garde d'enfants et en facilitant la réinsertion des femmes dans le monde professionnel.

La réforme des Fonds structurels viendra étayer ces efforts. Je m'efforcerai de veiller à ce que l'égalité des chances fasse partie intégrante de chacune des facettes de l'aide structurelle.

Partager les expériences réussies est bien sûr primordial. C'est pourquoi cette brochure présente des projets cofinancés au titre de l'Objectif 3 et de l'Initiative communautaire Emploi, qui renforcent l'égalité des chances. Ces projets montrent que les femmes d'Europe bénéficient d'un réel appui sur le marché du travail et que le Fonds social européen (FSE) est un instrument essentiel pour l'investissement dans les ressources humaines en Europe. Ils mettent également en évidence l'importance du rôle que le FSE peut jouer dans la création d'un marché moderne de l'emploi où les hommes et les femmes auront les mêmes chances.



A handwritten signature in black ink, which reads "Pádraig Flynn". The signature is fluid and cursive.

Pádraig Flynn

Membre de la Commission
européenne, chargé de l'emploi
et des affaires sociales






Table des matières

- 6** Qu'est-ce que le Fonds social européen?
- 8** Combattre le chômage et l'exclusion, promouvoir l'égalité des chances
- 12** Les horizons professionnels des hommes et des femmes
- 16** Formation, orientation et conseil
- 30** Soutenir l'emploi
- 37** Le FSE en chiffres et points de contact dans l'UE

Qu'est-ce que le Fonds social européen?

Le Fonds social européen (FSE) investit dans les ressources humaines. Son but est d'améliorer les perspectives des personnes qui sont confrontées aux obstacles les plus importants pour chercher, garder ou retrouver un emploi. Ainsi, le FSE permet à des millions de personnes à travers l'Union européenne de trouver la place qui leur revient dans la société et d'améliorer ainsi leur qualité de vie.

Le FSE est une source de financement très importante pour des programmes qui visent à développer ou recréer "l'employabilité" des personnes. Sa tâche essentielle consiste à permettre aux travailleurs d'acquérir des compétences appropriées, renforçant ainsi leur confiance en eux et leur permettant d'être mieux adaptés aux besoins du marché du travail.

Comment cela est-il réalisé concrètement ?

Le FSE en partenariat avec les Etats membres, participe au financement d'un grand nombre d'actions qui comprennent notamment:

- la formation professionnelle
- l'expérience professionnelle et la mise au travail
- le conseil et le soutien dans la recherche d'emploi
- des programmes pour développer et améliorer les systèmes de formation sur le lieu de travail
- des projets qui anticipent et aident à l'élaboration de plans relatifs aux besoins économiques à venir, en termes de mains d'œuvre
- le renforcement des systèmes d'éducation et de formation.

Au cours des six années 1994-1999, le FSE qui intervient dans tous les Etats membres, consacrera un budget de 47 milliards d'euros au cofinancement d'actions entreprises par les Etats membres. Ce budget représente presque dix pour cent du budget total de l'Union européenne.

Des solutions novatrices: les Initiatives communautaires

Le FSE soutient également des projets ayant une dimension transnationale, novatrice et du "bas vers le haut". Ces projets s'inscrivent principalement dans le cadre de deux Initiatives communautaires "ressources humaines", *Adapt* et *Emploi*.

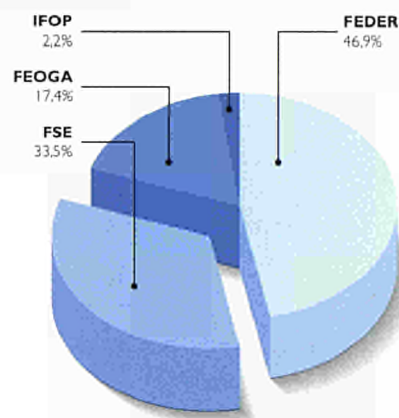
L'Initiative *Adapt* a pour mission d'aider employeurs et travailleurs à anticiper les mutations industrielles et à s'adapter à leurs retombées, ainsi qu'à faciliter la transition vers la société de l'information.

L'Initiative *Emploi* s'adresse à des personnes confrontées à des difficultés sur le marché du travail. Elle comprend quatre volets:

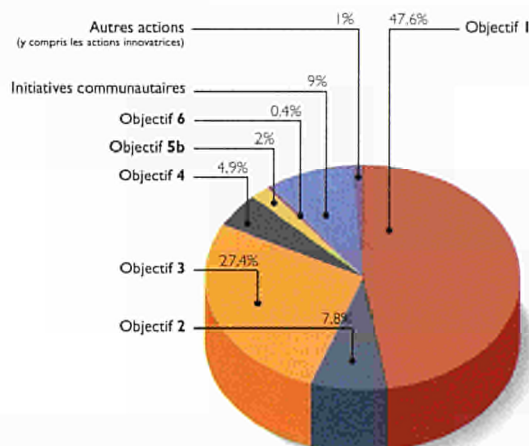
- *Now* défend le principe de l'égalité des chances des femmes sur le marché du travail
- *Horizon* se concentre sur l'aide aux personnes handicapées

- *Integra* vient en aide aux groupes défavorisés
- *Youthstart* a pour objectif d'améliorer la formation et les possibilités d'emploi des jeunes de moins de 20 ans.

Le FSE s'inscrit dans une stratégie globale. Il constitue avec trois autres Fonds communautaires "les Fonds structurels". Les autres Fonds soutiennent le développement de régions spécifiques, de l'action structurelle de la pêche et de l'agriculture. A eux quatre, les Fonds structurels représentent près d'un tiers du budget de l'Union européenne, soit 156 milliards d'euros. Ensemble, ils poursuivent un but commun: combler le fossé entre les régions les plus riches et les régions les moins développées, afin de créer une cohésion économique et sociale dans l'ensemble de l'Union européenne. Le rôle du FSE est de s'attacher aux aspects liés à l'emploi et aux ressources humaines.



Allocation totale des Fonds structurels (1994-1999) - 157 milliards d'euros



Allocation totale du FSE - 47 milliards d'euros - par Objectif et Initiatives communautaires (1994-1999)

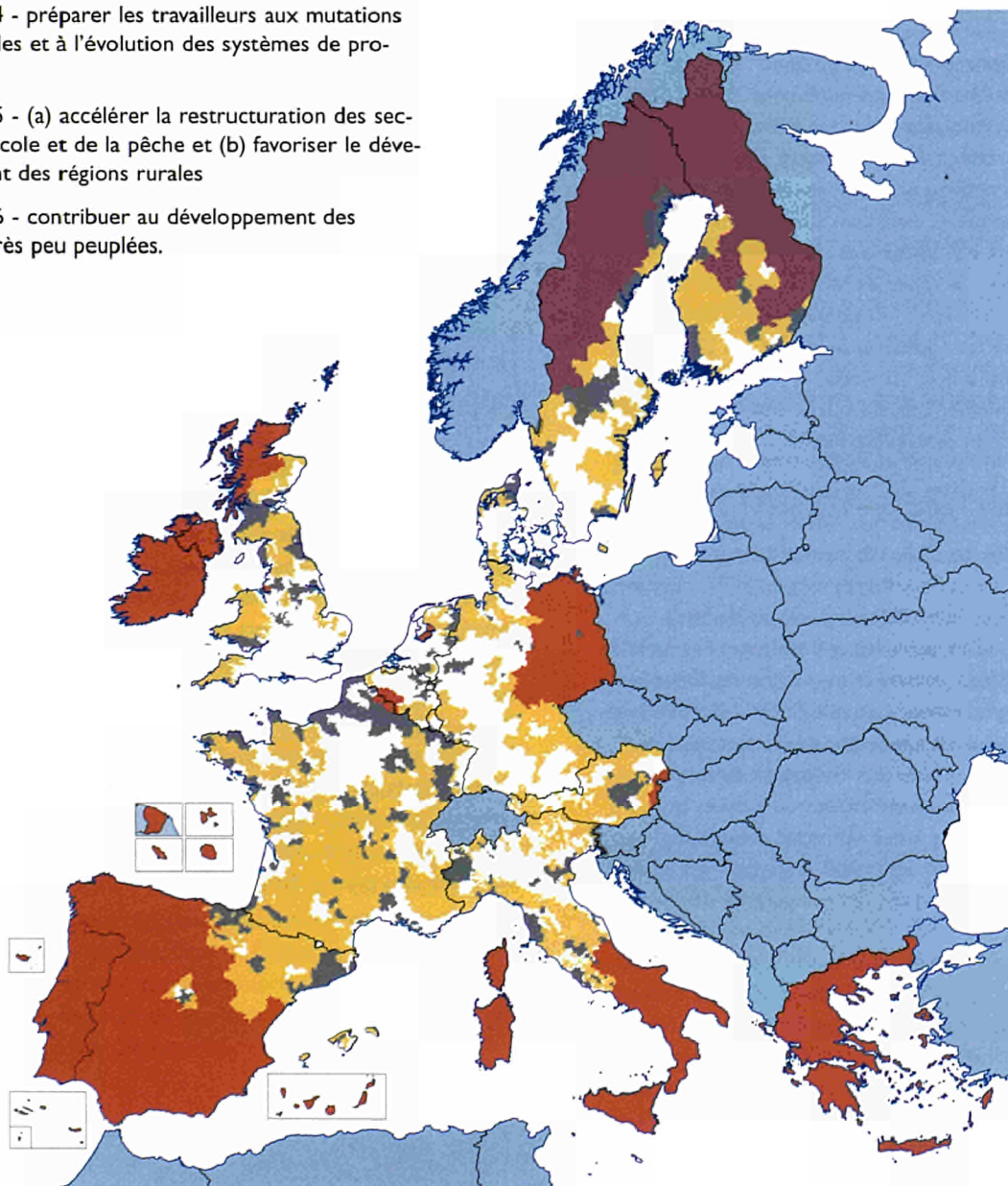
Les Objectifs des Fonds structurels

Le soutien financier accordé par les Fonds structurels vise à atteindre six Objectifs:

- Objectif 1 - aider les régions en retard de développement
- Objectif 2 - restructurer les régions gravement touchées par le déclin industriel
- Objectif 3 - lutter contre le chômage de longue durée, faciliter l'insertion dans la vie active des jeunes et des personnes menacées d'être exclues du marché du travail, et assurer la promotion de l'égalité des chances des hommes et des femmes sur le marché du travail
- Objectif 4 - préparer les travailleurs aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production
- Objectif 5 - (a) accélérer la restructuration des secteurs agricole et de la pêche et (b) favoriser le développement des régions rurales
- Objectif 6 - contribuer au développement des régions très peu peuplées.

Le FSE finance des programmes couverts par

- les Objectifs 3 et 4, qui concernent l'ensemble de l'Union européenne. Ces Objectifs sont exclusivement financés par le FSE.
- les Objectifs 1, 2, 5b et 6, en collaboration avec les autres Fonds structurels. Ces Objectifs visent à favoriser la croissance et la stabilité de l'emploi dans les régions concernées.



Combattre le chômage et l'exclusion, promouvoir l'égalité des chances

Problème social crucial, le chômage est considéré, à travers toute l'Europe, comme étant actuellement l'une des préoccupations majeures à inscrire au premier plan des priorités politiques. Le taux de chômage de l'Union européenne a oscillé ces dernières années, autour de 10 à 11 % de la population active. Cela ne représente pas moins de 18 millions de personnes, parmi lesquelles près de la moitié sont sans travail depuis plus d'une année. Certains segments de la population courent davantage le risque que d'autres de venir grossir les rangs des "sans travail". Il s'agit notamment des femmes, des personnes handicapées ou de celles qui doivent faire face à des difficultés sociales importantes. Non seulement ces personnes supportent le fardeau économique induit par leur inactivité professionnelle, mais bien souvent elles ressentent en plus, un sentiment très vif d'isolement. Elles se sentent rejetées ou mises au ban du reste de la société. Le financement rendu disponible par l'Objectif 3 vise à apporter un soutien approprié à ces personnes. Il participe ainsi à la construction d'une Europe plus égalitaire socialement, dans laquelle chacun doit trouver sa place et un certain bien-être.

Parcours vers l'emploi - l'Objectif 3

Lorsqu'en 1993 les Objectifs des fonds structurels ont été redéfinis, le nouveau Règlement du FSE a réorienté le champ d'action de l'Objectif 3 afin qu'il puisse répondre plus efficacement aux problèmes liés au chômage européen en constante augmentation. Dans la phase de programmation actuelle (1994-1999), l'Objectif 3 apporte un écot important à la lutte contre le chômage. Il vient en aide aux chômeurs de longue durée, aux personnes handicapées ou à celles qui se trouvent confrontées à des obstacles sociaux les empêchant de trouver un travail. Il soutient les jeunes de moins de vingt-cinq ans qui essayent de démarrer

dans la vie professionnelle. Enfin, le principe de l'égalité des chances entre hommes et femmes est aussi l'une des priorités soutenues par l'Objectif 3. Les actions cofinancées au titre de l'Objectif 3 s'inscrivent dans deux grandes catégories de mesures :

- des mesures liées à la formation professionnelle, et à la préformation (notamment par une mise à niveau des qualifications), et à l'orientation et au conseil en vue d'aider ces personnes à être mieux préparées à un emploi;
- des mesures liées au développement de programmes de soutien, de formation et d'emploi, au développement de services de garde de personnes dépendantes; des mesures - notamment des aides à l'emploi - pour aider employeurs et entreprises à trouver les personnes dont ils ont besoin et à identifier et développer, pour ces personnes, des nouvelles possibilités d'emplois.

Collaborer avec des partenaires européens: l'Initiative communautaire *Emploi*

L'Initiative *Emploi* - l'une des Initiatives communautaires des Fonds structurels - est principalement financée par le FSE. Son domaine d'action recouvre les objectifs généraux du Fonds social européen: développer et tirer parti au mieux du potentiel énorme que constituent les ressources humaines en Europe et favoriser la création d'emplois. La valeur ajoutée de l'Initiative *Emploi* par rapport aux autres actions soutenues par le FSE réside dans les caractéristiques particulières des projets qu'elle finance. Chaque projet *Emploi* doit être transnational, c'est-à-dire qu'il doit être associé à des projets similaires se déroulant dans d'autres Etats membres. Le projet doit également être novateur : permettre d'introduire de nouvelles méthodologies et pratiques dans son propre secteur; il doit impliquer une gamme étendue de personnes et d'orga-

nisations au niveau local - tant publiques que privées. Enfin, l'approche suivie par le projet doit pouvoir être utilisée dans d'autres situations nationales ou européennes.

Quatre catégories d'actions peuvent être financées dans le cadre de l'Initiative *Emploi*:

- orientation pilote, conseil et systèmes de formation;
- nouvelles formes de formation, programmes d'appui et de placement;

- soutien à la création d'emplois, notamment en encourageant le travail indépendant et l'esprit d'entreprise;
- actions de sensibilisation envers les bénéficiaires potentiels, les employeurs et finalement, envers la société dans son ensemble pour lui faire prendre conscience des problèmes rencontrés par les groupes cibles.

■ Combattre le chômage de longue durée

Dans le cadre de l'Objectif 3, le FSE cofinance en particulier des actions visant à combattre le chômage de longue durée en aidant les personnes concernées à renouer avec le monde du travail. Ces actions sont destinées aux personnes menacées de chômage de longue durée et à celles qui sont déjà sans emploi depuis au moins une année. Par ailleurs, le volet *Integra* de l'Initiative communautaire *Emploi* offre aussi une possibilité de soutien aux personnes sans travail, aux chômeurs de longue durée et aux catégories de la population plus vulnérables.

■ Promouvoir l'égalité des chances

Bien que les programmes du FSE s'adressent aussi bien aux femmes qu'aux hommes, certaines actions financées par le FSE sont destinées spécifiquement aux femmes. Les actions de ce type sont principalement développées dans des secteurs où les femmes sont sous-représentées par rapport aux hommes. Les actions s'adressent en particulier aux femmes qui n'ont pas de qualifications professionnelles et à celles qui souhaitent réintégrer le monde du travail après une période d'absence. Les actions développées dans le cadre du volet *Now* de l'Initiative *Emploi* viennent s'ajouter aux efforts entrepris pour combattre le chômage des femmes et visent en particulier à développer leur esprit d'entreprise.

■ Lutter contre l'exclusion du marché du travail

Une partie du financement de l'Objectif 3 est consacrée à aider certaines catégories fragilisées de la population qui risquent d'être exclues du monde du travail, à surmonter les problèmes qu'elles rencontrent pour trouver un emploi. Il s'agit notamment de personnes handicapées, de parents élevant seuls leur(s) enfant(s) et de personnes sans domicile fixe. Mais également de personnes itinérantes, tels les gens du voyage, de détenus et ex-détenus, de personnes toxicomanes et de bien d'autres. Une attention particulière est également accordée aux personnes migrantes et immigrées en fonction de leurs besoins spécifiques et des risques qu'elles ont à se retrouver dans une situation discriminatoire vis-à-vis du marché du travail. Deux des volets de l'Initiative *Emploi* sont plus spécialement destinés à l'ensemble de ces catégories: *Integra* s'adresse aux personnes défavorisées, quant au volet *Horizon*, il est tout spécialement destiné aux personnes handicapées.

■ Accompagner les jeunes sur le chemin de l'emploi

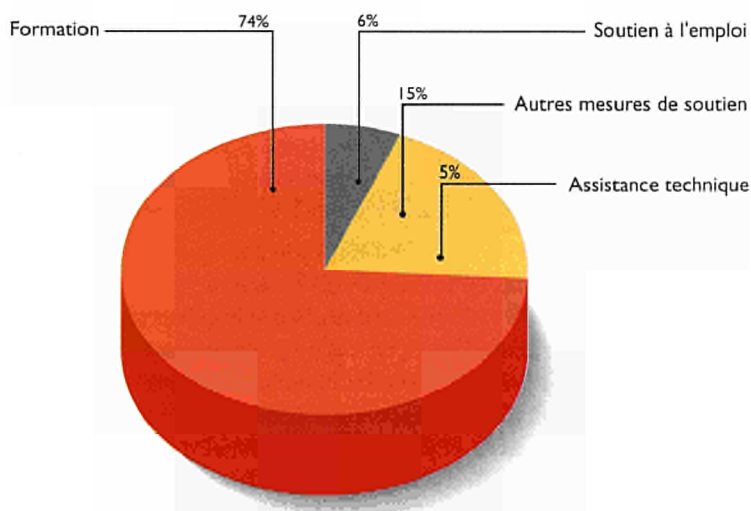
Dans le cadre de l'Objectif 3 et du volet *Youthstart* de l'Initiative communautaire *Emploi*, le FSE cofinance des actions pour combattre le chômage des jeunes. Ce soutien peut prendre la forme d'une incitation à la formation et d'un renforcement de la formation destinée aux jeunes ainsi que de la promotion des possibilités d'emploi. Le but est de permettre au plus grand nombre possible de jeunes de trouver du travail, notamment ceux qui n'ont pas de qualifications de bases et qui n'ont pas suivi de formation.

Combattre le chômage dans toute l'Europe

Opérant tous deux dans toute l'Europe, l'Objectif 3 et l'Initiative *Emploi* cherchent à améliorer les compétences et les qualifications de ceux qui sont sans emploi. Ces programmes viennent renforcer les efforts déjà entrepris par les Etats membres pour combattre le chômage et la marginalisation sociale. Ils agissent en quelque sorte comme des catalyseurs permettant le déblocage de financements nationaux en vue de soutenir la création d'emplois et de développer des programmes de formation, d'orientation et de conseil. Ainsi, le plus grand nombre possible de personnes pourra bénéficier des possibilités existantes grâce à l'adéquation réussie de leurs qualifications avec les demandes du marché du travail.

Un financement à la hauteur de ses ambitions

L'Objectif 3 est exclusivement financé au niveau européen, par le FSE et l'Initiative *Emploi* l'est presque totalement. Le montant consacré par le FSE à l'Objectif 3 pour la période de programmation actuelle (1994-1999) s'élève à près de 12 milliards d'écus, ce qui représente environ le quart du budget total du FSE. Pour la même période, le budget de l'Initiative *Emploi* se monte, quant à lui, à 1,8 milliards d'écus. Pour qu'un projet puisse bénéficier d'un financement dans le cadre de l'Objectif 3 ou de l'Initiative *Emploi*, il doit bénéficier parallèlement d'une contrepartie financière équivalente, d'organismes publics ou privés. Il en résulte que le montant de la contribution financière du FSE à un projet est pratiquement doublé grâce à l'apport de financements publics et privés.



Répartition approximative du budget du FSE par activité

Des partenariats efficaces

La clef du succès pour garantir une utilisation optimale des financements disponibles réside dans une collaboration réelle et efficace entre les nombreux acteurs impliqués dans les programmes de l'Objectif 3 et de l'Initiative *Emploi*. Entreprises, syndicats, organisations patronales, autorités nationales et régionales sont autant d'acteurs impliqués. Par ailleurs, une bonne coopération entre les secteurs publics et privés et les organisations non gouvernementales renforce les chances de succès pour créer des possibilités d'emploi menant à une réintégration des personnes sans emploi.

La stratégie européenne pour l'emploi

Bien qu'il doive encore être ratifié, le Traité d'Amsterdam, et notamment son Titre consacré à l'Emploi, concrétise maintenant l'engagement pris par l'Union de promouvoir l'emploi et de l'inscrire en tête de ses priorités politiques.

Lors du Sommet européen sur l'emploi, à Luxembourg en novembre dernier, les gouvernements européens ont pris la décision historique de définir des orientations, ambitieuses mais réalistes, en faveur de l'emploi en Europe.

Quatre domaines d'actions ont été identifiés afin de répondre aux difficultés existantes. En premier lieu, le manque de qualifications - toute personne insuffisamment qualifiée, pourra avoir accès à la formation et à l'éducation. Deuxièmement, face aux nombreux obstacles qui entravent l'emploi, l'esprit d'entreprise doit être encouragé. Troisièmement, là où les mutations industrielles ont révolutionné le monde du travail, l'adaptabilité est essentielle pour qu'ensemble, entreprises et travailleurs puissent profiter des nouvelles technologies et des nouvelles conditions du marché. Enfin, le respect du principe de l'égalité des chances pour tous - hommes, femmes, personnes handicapées - sera davantage encouragé, afin de permettre une meilleure intégration de tous et ainsi mieux exploiter les potentialités de croissance économique en Europe.

Les quatre piliers de la stratégie européenne pour l'emploi, employabilité, esprit d'entreprise, adaptabilité et égalité des chances ont ouvert un nouveau chapitre de la politique européenne de l'emploi. Les Fonds structurels, quant à eux, continueront à aider les États membres à mener à bien les réformes structurelles, essentielles pour garantir aux citoyens européens, à l'aube du vingt et unième siècle, un avenir prospère.

Les horizons professionnels des hommes et des femmes

En Europe, personne ne penserait à contester l'égalité entre les hommes et les femmes, principe de la démocratie et du respect de la personne humaine. Et pourtant, de nombreux efforts doivent encore être accomplis pour que ce principe soit effectivement respecté dans la pratique, et pour que les femmes et les hommes puissent jouir des mêmes chances professionnelles.

La lutte contre la discrimination et la promotion de l'égalité

Depuis sa création, la Communauté européenne a toujours reconnu et souscrit au principe de l'égalité. Elle a en effet consacré, dès sa création en 1957, le principe de l'égalité de rémunérations entre les hommes et les femmes, comme droit explicite, en l'inscrivant dans le Traité de Rome.

Depuis, au cours des quarante dernières années, nombre de Directives communautaires successives ont permis que soient transcrits dans des textes normatifs d'autres aspects du principe d'égalité des chances: à l'égalité des rémunérations sont venues s'ajouter celles relatives à l'accès à l'emploi, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la sécurité sociale et aux activités indépendantes. La Directive la plus récente, relative au congé parental, permet désormais aux travailleurs, tant masculins que féminins, de prendre trois mois de congé à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant. De son côté, la Cour européenne de justice a élaboré une jurisprudence abondante sur la base des questions qui lui étaient posées par les tribunaux nationaux. Cette jurisprudence a contribué à clarifier les dispositions originelles du traité et celles des Directives qui ont suivi.

Le patronat et les syndicats la main dans la main

Le dialogue social entre le patronat et les syndicats a permis de faire progresser le respect du principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes au travail. Récemment encore, les partenaires sociaux ont signé un accord-cadre sur la flexibilité et le travail à temps partiel.



L'intégration de la dimension de l'égalité dans les politiques communautaires

Adopté en juin 1997, le Traité d'Amsterdam a reconnu officiellement le concept de "mainstreaming". Il définit ce concept comme la volonté de "ne pas se contenter de mettre en œuvre des mesures spécifiques en faveur de l'égalité, mais de mobiliser toutes les politiques et toutes les mesures d'ordre général en faveur de l'égalité des chances". Cela revient à dire que toutes politiques et actions entreprises, depuis la planification jusqu'à l'évaluation en passant par la mise en œuvre et le suivi, doivent intégrer la dimension d'égalité entre les sexes.

Le nouveau traité marque ainsi un tournant pour l'égalité des chances. Il en appelle à la fin des discriminations fondées sur "le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou la croyance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle", et il fait de l'égalité entre les sexes un des objectifs communautaires. Il prévoit également des actions positives pour aider les hommes et les femmes dans les domaines et les emplois où ils/elles sont sous-représenté(e)s. Une déclaration annexée à ce traité ajoute que, lorsque les Etats membres adopteront des mesures d'action positive, ils devront avoir pour première priorité "l'amélioration de la situation des femmes dans la vie active".

Les femmes, moins bien loties sur le marché de l'emploi

Malgré le rôle sans précédent que les femmes jouent dans le monde du travail depuis cinquante ans, elles sont encore aujourd'hui pénalisées sur le marché de l'emploi par rapport aux hommes. Dans la tranche d'âge de 20 à 59 ans, 12,4% des femmes sont sans emploi contre 9,4% des hommes, alors que le taux d'activité professionnelle chez les femmes n'est que de 62,5%, contre 88% chez les hommes. Mais les femmes sont vraisemblablement présentes en nombre sur ce que l'on appelle le "marché de l'emploi caché". Il ne fait en effet aucun doute, que nombre de femmes répertoriées comme non actives dans les statistiques, effectuent en fait un travail, qu'il soit non rémunéré, non déclaré ou rétribué au noir.



De plus, elles sont très nombreuses à être impliquées activement dans le monde associatif bénévole, sans parler de leur rôle dans les activités ménagères, l'éducation des enfants, et des activités d'aide à la collectivité.

Pour une même proportion d'hommes et de femmes à niveau de formation identique, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à avoir un emploi. Leurs salaires sont toujours, en moyenne, de 20% inférieurs à ceux des hommes. Elles occupent moins de 30% des postes de direction ou d'encadrement, et les emplois ou les secteurs d'activité qui s'offrent à elles sont en général plus restreints. Entre un quart et un tiers d'entre elles travaillent à temps partiel, alors que c'est le cas pour seulement 4% des hommes. Elles sont aussi plus nombreuses que les hommes, à avoir un contrat à durée déterminée et à travailler à domicile plutôt que dans une structure professionnelle telle qu'une usine ou un bureau.

Le Fonds social européen et l'égalité des chances

Dès les années 70, à travers le FSE, la Commission instaurait un financement spécifique en faveur d'actions destinées aux femmes les plus vulnérables et les plus défavorisées. Mais il aura fallu attendre la grande réforme des Fonds structurels de 1989 pour que cette mesure produise pleinement ses effets. Cette réforme a notamment ouvert la voie à l'initiative communautaire *Now (New Opportunities for Women)*, qui s'inscrit dans le cadre du troisième programme d'action communautaire sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. *Now* a pour objectif d'encourager les expériences novatrices visant à améliorer les perspectives d'emploi des femmes.

En 1993 une avancée plus grande encore a été enregistrée, lors de la révision des Fonds structurels instaurant les nouvelles bases de la période de programmation actuelle, 1994 à 1999. Tout d'abord, cette révision a fait figurer le principe de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes comme une priorité sous-jacente à toute action du FSE. Ensuite, outre le soutien apporté à *Now*, le FSE a dégagé un budget spécifique en faveur des femmes en les nommant explicitement comme l'un des groupes cibles prioritaires au titre de l'Objectif 3. Ce soutien financier est essentiellement utilisé pour aider les femmes à améliorer leurs qualifications, à pénétrer les domaines où elles sont sous-représentées et à accéder au marché de l'emploi. Enfin, la révision de 1993 a permis au FSE de subventionner des services d'aide (comme les gardes d'enfants) et de soutenir et d'améliorer les systèmes de formation.

Toutes ces mesures ont contribué à développer l'approche du "parcours d'insertion": un train de mesures coordonnées de préformation, formation et services d'orientation et de conseil professionnels, visent à répondre de manière individualisée aux besoins spécifiques de chacun. Cette approche est au centre des actions développées par le FSE jusqu'à la fin du millénaire. Enfin, de nouvelles formes d'organisation du travail et l'exploitation des nouvelles technologies sont développées en vue d'aider les femmes à concilier travail et vie de famille.

Le FSE en action

De nombreux projets soutenus par le FSE - dont certains sont décrits dans cette brochure - visent à améliorer les perspectives professionnelles des femmes, en tentant de pallier les difficultés auxquelles elles sont confrontées partout dans l'Union européenne. D'autres projets concernent des aspects plus spécifiques aux femmes d'une région ou d'un pays précis.

La plupart des Etats membres, ont choisi de consacrer une partie du soutien financier du FSE, à un axe spécifique destiné à la promotion du principe de l'égalité des chances. Ailleurs, notamment dans les pays nordiques, l'égalité des chances est un principe universel commun à toutes les actions entreprises et



ces pays n'ont donc pas d'axe particulier pour des actions spécifiques en faveur des femmes.

Reprendre confiance

Toute une série de projets soutenus par le FSE cherchent à améliorer les perspectives d'emploi des femmes et à les sensibiliser aux différentes possibilités d'emploi. Ces projets peuvent aller de l'offre de conseils - les aider à devenir plus indépendantes et à renforcer leur confiance en elles - aux services d'orientation dans leur choix de carrière. La création de coopératives et de réseaux de femmes - que l'on retrouve dans de nombreux projets - peut faire naître une solidarité entre les demandeuses d'emploi et leur apporter un soutien moral. Les femmes sont encouragées à approfondir une réflexion quant à leur choix de carrière, même si elles ne possèdent qu'une expérience professionnelle minime.

Permettre aux femmes de concilier carrière professionnelle et responsabilités familiales

La principale difficulté des femmes sur le marché du travail tient à l'inadéquation de leurs qualifications ou de leurs compétences. Acquérir des qualifications professionnelles ou accumuler l'expérience nécessaires pour bâtir une carrière est souvent beaucoup plus difficile pour une femme que pour un homme car responsabilités familiales ou ménagères la freinent dans sa démarche. L'obligation de s'occuper de leurs enfants ou de proches risque en effet de compromettre les perspectives d'emploi, tant des femmes qui tentent de donner un bon départ à leur carrière que de celles désireuses de réintégrer la vie professionnelle après une longue absence.

L'Objectif 3 et l'Initiative Now, bien que s'appuyant sur des approches différentes, visent tout deux à aider les femmes à retrouver confiance en elles et à se préparer à reprendre un travail. Les nombreux projets développés par ces programmes, cherchent à résoudre ces problèmes en combinant formation professionnelle et expérience professionnelle.

Les actions entreprises s'adressent à des femmes de tout âge. Quelques uns des projets présentés ici, visent à fournir une préorientation professionnelle aux femmes jeunes afin qu'elles puissent construire une carrière qui les mettra à l'abri d'un risque d'exclusion ultérieur. La plupart des projets consacrés aux femmes plus âgées mettent l'accent sur l'orientation et le recyclage, notamment pour les femmes qui souhaitent retrouver un travail après une période d'inactivité professionnelle. Dans certains cas, des services de garde d'enfants sont organisés avec l'appui du FSE pour les participantes qui ont des enfants en âge préscolaire.

Soutenir les femmes dans leur volonté d'entreprendre

Récemment, les financements du FSE ont mis l'accent sur l'aide destinée aux femmes qui souhaitent démarrer leur propre entreprise. Le volet Now de l'Initiative communautaire *Emploi* a permis à de nombreuses femmes de franchir le pas vers la création de leur propre entreprise, principalement dans le secteur tertiaire.

Remédier à la sous-représentation des femmes

Les difficultés qu'ont les femmes à accéder aux formations, font qu'elles sont encore trop souvent cantonnées dans des emplois faiblement qualifiés, et en conséquence, très nettement sous-représentées dans les postes-clés et les emplois spécialisés dans les secteurs émergents. C'est notamment le cas dans les professions liées à l'informatique ou aux technologies de pointe qui impliquent des responsabilités de direction ou des qualifications qui vont au-delà des tâches d'administration ou de secrétariat.

Des projets soutenus par le FSE ont favorisé une "percée" des femmes dans des secteurs de l'industrie lourde (machines-outils, aéronautique, construction) et à des emplois de cadres d'administration, dans la gestion de chantiers notamment. Cela dit, des projets axés sur des professions traditionnellement féminines (dans les secteurs de la confection, du nettoyage ou de la réparation textile, par exemple) restent toujours des filières d'emploi efficaces et se sont avérés être des approches rapides pour favoriser l'indépendance des femmes. Cela est surtout le cas dans les régions dont les caractéristiques géographiques ou socio-économiques ne leur offrent pas d'autres types d'emplois. Enfin, l'intérêt de subventions et des services d'orientation et de conseil doit être souligné car ils ont permis à certaines femmes de créer des services locaux dans le domaine social ou dans celui de l'environnement pour venir en aide aux personnes et aux collectivités; initiatives qui, à long terme, pourraient devenir des entreprises viables.

Adapter l'offre à la demande

Partant du constat que la formation seule n'est pas une garantie d'emploi suffisante, plusieurs projets cherchent à combler le "fossé de compétence". Après une analyse et une évaluation des besoins des entreprises locales, il s'agit d'adapter et de faire correspondre les compétences dispensées par les formations à ces besoins spécifiques.

L'éloignement géographique

L'éloignement géographique limite les possibilités professionnelles des hommes comme des femmes. Mais ce sont les femmes qui sont le plus gênées par cet isolement, ces dernières sont en général plus



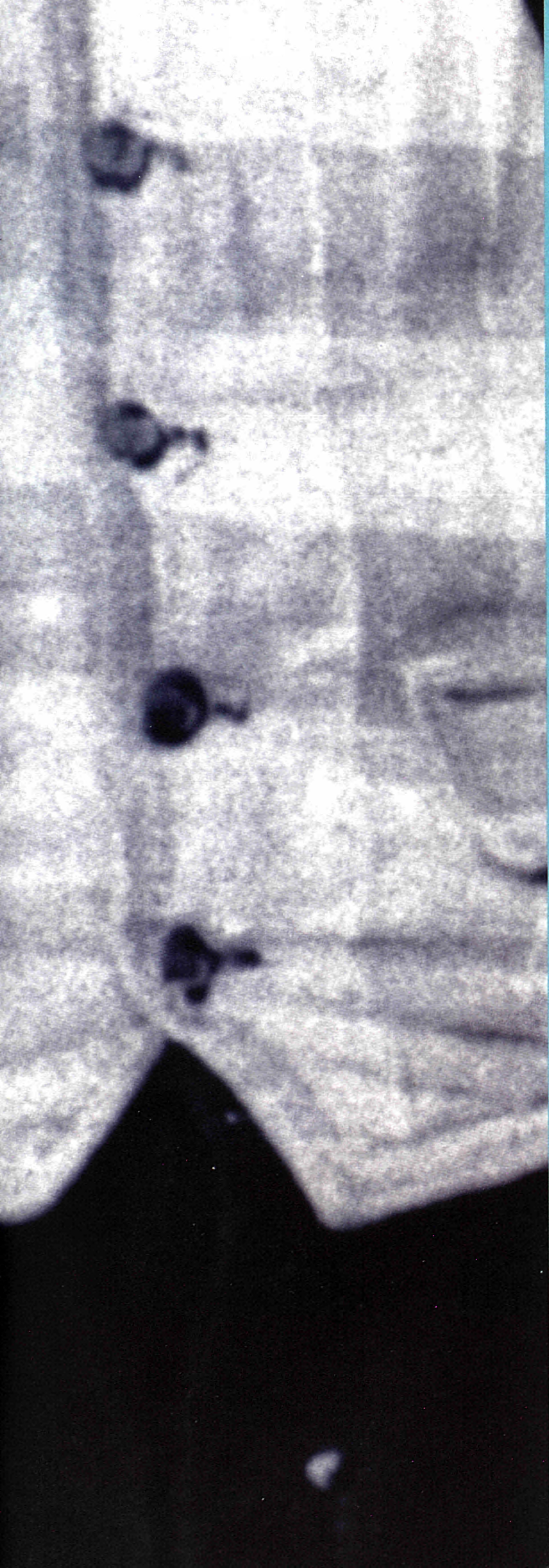
durement touchées. C'est pourquoi, des projets développés dans le cadre de l'Objectif 3 et de l'Initiative Now s'emploient activement à trouver des solutions. A titre d'exemple, les frais de transport peuvent être pris en charge par le FSE lorsque le lieu de formation ne se situe pas à proximité du domicile des stagiaires.

Vers le prochain millénaire

A l'avenir, les mesures liées au développement de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes devront avoir une portée beaucoup plus générale. Ces mesures devront être de plus en plus, partie intégrante des actions qui se développent de manière continue dans le *mainstreaming*. La plupart des projets mis en œuvre jusqu'ici viennent en aide à des catégories bien précises de femmes. Ainsi, plutôt que de bénéficier aux femmes dans leur ensemble, le soutien financier a surtout eu tendance à éviter que des groupes défavorisés, par exemple les minorités ethniques, ne le soient encore davantage lorsqu'ils sont composés de femmes. Les femmes dotées de bonnes qualifications, qui demeurent pourtant sous-représentées dans les postes de direction supérieure, ont trop rarement reçu une aide spécifique.

Cette publication présente quelques exemples sur la manière dont les États membres ont utilisé l'aide financière du FSE pour promouvoir l'égalité des chances. Cette collection de projets montre comment, sur le plan national, est concrètement mis en œuvre l'engagement de l'Union européenne envers le respect du principe d'égalité.





Formation, orientation et conseil

- 18 [Autriche](#) Promouvoir la création d'entreprises
- 19 [Danemark](#) Appel au design pour former des chefs de chantier
- 20 [Italie](#) Les nouvelles stars - qualifiées - de l'écran
- 21 [Finlande](#) Encourager les femmes entrepreneurs
- 22 [Allemagne](#) Quand des femmes modifient le paysage rural
- 23 [Pays-Bas](#) Les chômeuses deviennent entrepreneurs et les managers formateurs...
- 24 [Espagne](#) Les femmes de Santa Perpètua à la recherche d'un job permanent
- 25 [Irlande](#) Elargir l'horizon professionnel des femmes
- 26 [Allemagne](#) Le télétravail ne manque pas d'avenir
- 27 [Espagne](#) Une entreprise émancipatrice
- 28 [Finlande](#) Améliorer les perspectives d'emploi
- 29 [Grèce](#) Petites entreprises et femmes entrepreneurs à la base du succès



Pour s'attaquer au problème inquiétant du chômage des femmes, le conseil municipal de Graz s'est associé à 25 autres municipalités pour créer Nowa, un projet cofinancé par l'Initiative communautaire Emploi-Now et qui concerne les chômeuses de 22 ans et plus.

Nowa s'étend jusqu'aux villages de montagne où le chômage est important et les possibilités d'emploi et de formation sont rares. "Notre principal objectif est de fournir aux femmes des qualifications solides qui leur permettront de trouver un emploi ou de créer leur propre entreprise sans oublier les besoins et les demandes en ressources humaines des entreprises et du secteur public. Nous collaborons beaucoup avec les entreprises locales et les organismes de formation tels que l'Institut pour la promotion de l'emploi" déclare Heide Cortolezis, coordinatrice du projet. Compte tenu de la demande, publique et privée, en personnel qualifié, beaucoup de sociétés proposent des stages aux participantes. Nowa offre également des conseils juridiques et pratiques pour créer sa propre entreprise. Son cybercafé est un lieu d'apprentissage qui permet aux femmes de présenter et de commercialiser leurs produits sur Internet.

Le démarrage

La publicité du programme est assurée par plusieurs séances d'information au niveau local. En 1996, 200 femmes ont participé à ces réunions.

Après les séances d'information, des groupes de travail locaux sont créés qui évaluent les besoins des participantes en formation. Un programme de formation individuel est ensuite adapté à chacune des participantes. C'est alors que débute la formation proprement dite.

Promouvoir la création d'entreprises

Des séminaires et ateliers sont également organisés avec les Instituts pour la promotion de l'emploi et des entreprises. "Nous proposons différents cours, notamment de gestion de l'information et des nouvelles technologies, de tourisme et des loisirs, de gestion de la distribution et de marketing" déclare Mme Cortolezis.

Sigrid Strallhofer est devenue femme entrepreneur. A la recherche d'un emploi après s'être occupée de ses enfants pendant plusieurs années, Sigrid explique : "J'ai toujours voulu créer ma propre entreprise mais je ne savais pas comment faire. L'année dernière, j'ai suivi une formation de 16 semaines en gestion de la communication et de l'information, laquelle comprenait 2 stages de 3 semaines. Nowa m'a également aidée à accomplir les démarches administratives et juridiques nécessaires à la création de mon entreprise." Depuis novembre 1997, Mme Strallhofer est à son compte et fournit des services téléphoniques aux entreprises locales. D'autres femmes ont trouvé un emploi dans des entreprises fournissant une gamme étendue de services locaux.

Exploiter le savoir-faire européen

En collaboration avec ses partenaires européens, le projet se concentre sur le développement des services d'aide aux entrepreneurs tout en essayant de répondre à certaines questions comme "Quels types d'activités de préformation sont nécessaires ? Comment améliorer la formation en création d'entreprises?" La mise en commun des expériences irlandaises, suédoises, allemandes et autrichiennes contribueront peut-être à faciliter les prochains projets de création d'entreprises.

Projet Emploi-Now

Coordinateur du projet
Nowa - Netzwerk für
Berufsausbildung
Graz
Mme Heide Cortolezis
Fax : +43 316 4826004

Partenaires du projet

Weave, Irlande
WVES, Irlande
Teknikan, Suède
Libra AB, Suède
Prisma, Allemagne
Frauen am Markt, Allemagne

Durée du projet

1995-1997

Financement (écus)

Total	509.466
FSE	229.259

Résultats

200 femmes ont assisté aux séances d'information et 116 d'entre elles ont participé au programme (88 ont reçu des conseils en matière de qualifications et d'emploi et 28 ont suivi une formation). 60 à 65% des participantes ont trouvé un emploi durable.

Appel au design pour former des chefs de chantier

Malgré l'essor que connaît le secteur du bâtiment au Danemark, le taux de chômage est d'environ 18% pour les architectes et designers - les femmes étant davantage touchées que les hommes - et de 11% pour les ingénieurs. Paradoxalement, l'industrie de la construction signale une pénurie de personnel qualifié, et notamment de chefs de chantier, tous sexes confondus. Pour y remédier, 15 chômeuses suivent depuis mai 1997 une formation spéciale.

Cofinancé par le FSE dans le cadre de l'Initiative communautaire Emploi-Now, ce projet aide certaines femmes à trouver un emploi stable dans un secteur habituellement dominé par les hommes.

Cette formation de deux mois comprend l'enseignement théorique de la gestion de chantier ainsi que l'apprentissage des techniques et compétences organisationnelles. Les stagiaires ne sont pas dépay-sées puisqu'elles sont architecte ou ingénieur de formation. Viennent ensuite une formation pratique de sept mois à Copenhague et un stage dans leur région. Dans le cadre de cette formation pratique, les femmes seront assistantes des chefs de chantier afin d'acquérir l'expérience nécessaire pour pouvoir assurer ultérieurement une fonction à responsabilités. Deux jours sont consacrés chaque mois à l'analyse des difficultés rencontrées.

Echange de points de vue

Le projet a permis d'échanger avec les partenaires espagnols et anglais des avis sur le changement structurel que traverse la construction. Les nouvelles perspectives d'emploi pour les femmes dans un créneau prometteur comme la bio-architecture et les économies d'énergie, figurent parmi les sujets abordés.

Acquérir davantage de confiance et changer les attitudes

Au cours des deux premiers mois, un psychologue suit les femmes et les conseille afin de mieux gérer la relation professionnelle homme/femme. "Elles manquent surtout de confiance en elles", déclare Niels Barrett, coordinateur du projet.

"Il est vrai que les préjugés abondent, particulièrement dans le bâti-

ment. Changer l'attitude des employeurs n'est pas facile, les traditions sont tenaces et il existe des obstacles à éliminer", ajoute-t-il. Une fois la formation achevée, une campagne publicitaire est prévue dans la presse spécialisée, avec le support des entreprises de construction elles-

mêmes, pour changer les attitudes, mieux faire connaître le projet au public et convaincre les employeurs d'embaucher ces nouvelles recrues.

Un travail qui convient bien aux femmes

Toujours selon Niels Barrett, "les femmes sont aussi performantes - sinon meilleures - que les hommes pour ce genre de travail car leur mentalité s'adapte aux exigences du métier. Elles sont plus attentives aux détails alors que les hommes ont tendance à imposer leur autorité, au risque de créer des tensions. Les femmes s'adaptent plus facilement et n'hésitent pas à demander conseil." Il faut savoir qu'au Danemark, les responsables des ressources humaines sont souvent des femmes. Et il semblerait que les employeurs aient compris les avantages qu'ils pouvaient en tirer. A la moitié de sa formation, une des quinze participantes a déjà un emploi qui l'attend au terme du processus. Au moins cinq autres auront aussi cette opportunité. Le coordinateur assure que les autres stagiaires trouveront également un emploi dès que la campagne publicitaire de sensibilisation et d'information auprès du public aura été lancée.



Projet Emploi-Now

Coordinateur du projet

Kvinder i byggebranchen (kib)
Copenhague
M. Niels Barrett
Fax : +45 31 81 08 80

Partenaires du projet

Agencia de Desarrollo Local,
Ayuntamiento de Cordoba, Espagne
London Women and Manual Trades,
Royaume-Uni

Durée du projet

mai 1997 - janvier 1998

Financement (écus)

Total	345.866
FSE	145.866
Public	200.000

Résultats

Sur les 15 femmes en formation, l'une d'entre elles a déjà signé un contrat d'emploi qui débutera à la fin de sa formation et au moins cinq autres suivront sa trace



Si le cinéma évoque les stars, le glamour et les noms en lettres lumineuses, la réussite d'un film dépend principalement des nombreuses heures de travail loin des projecteurs. Prenons un adaptateur de scripts - son rôle est fondamental dans la réalisation d'un film, mais, il n'est utilisé que de manière ponctuelle en Italie.

Le manque d'adaptateurs qualifiés de textes de films a été résolu grâce à un cours - cofinancé par le Fonds social européen - destiné à fournir aux femmes sans emploi les compétences adéquates pour ce secteur. Le cours aborde aussi bien l'adaptation et la traduction que la création de sous-titres et la préparation du film pour la postsynchronisation. Appelé "Formate", il s'adresse aux femmes diplômées en traduction et interprétation qui ne trouvent pas de travail permanent. La formation se compose de deux cours, le premier pour 15 étudiantes à Rome et le second pour 10 étudiantes à Misano Adriatico. "Le doublage de textes de films est très demandé par des sociétés de postsynchronisation, d'importants producteurs de films, et des distributeurs comme la RAI, Mediaset et TMC", explique Stefano Arduini, Directeur de l'Istituto San Pellegrino.

Demande de sous-titrages
L'Italie sous-titre généralement les films qu'elle vend à l'étranger. La

"les talents exigés vont de la manipulation d'une machine à sous-titrer jusqu'à la capacité à synchroniser la traduction avec l'action sur l'écran"

RAI, Mediaset, Ente Cinema, Cinecittà International, Telepiù et d'autres sociétés sous-titrent également en italien les films et les programmes de télévisions étrangères qui pénètrent le marché italien.

La plupart des chaînes proposent un sous-titrage par télétexte sur leurs

programmes enregistrés. L'émergence de chaînes par satellite ou

Les nouvelles stars - qualifiées - de l'écran

par câble ayant créé une nouvelle demande, certaines chaînes incluent même des sous-titres télétexte en différentes langues dans leurs programmes.

Mais le cours ne concerne pas que le sous-titrage. Stefano Arduini explique que l'adaptation de textes de films exige un effort créatif et artistique mais aussi certains talents d'artisan, "depuis la manipulation d'une machine à sous-titrer jusqu'à la capacité à synchroniser la traduction avec l'action sur l'écran. Nous avons tenté de tenir compte de ces deux exigences dans la formation."

Compétences diverses

Plusieurs sujets sont enseignés pendant les deux premières semaines, dont la postsynchronisation, la traduction du texte d'un film et le sous-titrage, ainsi que des sujets généraux tels que l'histoire du cinéma, la critique cinématographique et la communication de masse. Les étudiants se spécialisent ensuite durant une formation de 12 semaines comprenant 290 heures de leçons et de séminaires ainsi que 70 heures de travail dans une société.

Alessandra Bruscoli, n'avait jamais entendu parler d'adaptation de script lorsqu'elle a répondu à l'annonce. Elle a commencé le cours en mai 1997 et s'est spécialisée dans la traduction de textes de films. Alessandra possède déjà un diplôme de langues, mais pense que ce cours l'a grandement aidée dans sa recherche d'emploi : "A la fin de la formation, j'ai été chargée de faire un travail pour une société de production. Ils étaient très contents, mais je n'aurais pas été capable de le faire si je n'avais pas suivi ce cours."

Projet Objectif 3

Coordinateur du projet
Istituto San Pellegrino
dei Servi di Maria
Misano Adriatico
M. Stefano Arduini
Fax : +39 541 613880

Durée du projet
1997

Financement (écus)

Total	199.792
FSE	99.896
Public	99.896

Résultats

25 femmes sans emploi ont obtenu une qualification leur permettant de travailler dans l'industrie du film italien en tant qu'adaptatrices de scripts

Encourager les femmes entrepreneurs

Entre 1990 et 1993, la région de Kymenlaakso, au sud-est de la Finlande, a enregistré une augmentation spectaculaire du chômage de 5,4% à 20%. Le gouvernement a lancé plusieurs initiatives afin d'y remédier. Une des initiatives les plus ambitieuses a été d'encourager les femmes à créer leur propre entreprise. Le projet 'New jobs for Women', lancé en 1996, offre aux femmes une assistance supplémentaire en leur proposant six mois de formation dans le domaine de la création d'entreprises.

Ce projet est notamment soutenu par le Fonds social européen, les bureaux pour l'emploi de Kotka et de Hamina, le Service aux Entreprises du District de Kotka-Hamina, le District de l'Emploi de Kymi, des banques ainsi que les instituts de formation professionnelle de Kotka et de Hamina. Entre 1996 et 1998,

80 femmes auront suivi une formation.

Le projet vise à assurer l'insertion professionnelle de 80% des participantes, soit comme entrepreneur, soit comme salariée. La formation - qui s'adresse aux chômeuses de plus de 25 ans - intègre également un stage de quatre semaines en entreprise.

Tests psychologiques

La formation commence par une analyse du profil psychologique requis pour l'entrepreneuriat. Selon Helena Lönnroth, responsable du projet, cette analyse aide également les participantes à percevoir leur propre valeur. "À l'issue de la première phase, chaque participante a pu évaluer ses qualifications en tant qu'entrepreneur. Elles suivent des cours de marketing, de calcul des coûts, abordent les questions juridiques et sociales. Un entrepreneur doit comprendre l'environnement administratif et économique au sein duquel il ou elle travaille."

En septembre 1997, 22 des 32 participantes ayant commencé cette formation, soit plus de 70%, avaient créé leur propre entreprise. Certaines avaient introduit une demande pour participer à une autre formation tandis que d'autres avaient trouvé un emploi.

Dans le cadre de ce projet, le Centre féminin de Documentation a été créé en 1996 dans la ville de Hamina en vue de fournir information et assistance aux nouveaux entrepreneurs s'établissant dans la région de Kymenlaakso. La directrice du Centre, Leena Jantunen, explique que les locaux et les équipements ont aidé ces femmes à démarrer leur entreprise.

Coopératives artisanales

Grâce à ce Centre de Documentation, un certain nombre d'artisans de la région ont créé une coopérative afin de vendre leurs produits.

Selon Lönnroth, la création de cette coopérative s'est avérée particulièrement importante pour les femmes qui exercent une activité artisanale

"à l'issue de la première phase, chaque participante a pu évaluer ses qualifications en tant qu'entrepreneur"

en plus de leur activité professionnelle habituelle. "Ces femmes n'ont pas toujours le courage de créer leur propre entreprise mais elles peuvent vendre leurs produits dans le magasin d'artisanat en s'associant à la coopérative ou en travaillant à la commission."

Pour une participante au projet, Pia Pentti, mère de cinq enfants, le travail d'auto-analyse fut tout d'abord un choc. "Je devais réfléchir à mon identité, me poser des questions sur moi-même." Peu après avoir terminé la formation, Pia a racheté une boutique de couture à Hamina et l'a transformée en magasin d'artisanat. "Le cours de formation m'a donné le courage de croire en mes propres compétences."



Projet Objectif 3

Coordinateur du projet

Institut polytechnique de Kymenlaakso
Kotka
Mme Helena Lönnroth
Fax : + 358 5 220 8450

Partenaires du projet

Bureaux pour l'emploi de Kotka et Hamina
Service aux Entreprises du District de Kotka-Hamina
District de l'Emploi de Kymi
Banques locales
Instituts de formation professionnelle de Kotka et Hamina
Collège technique de Hamina

Durée du projet

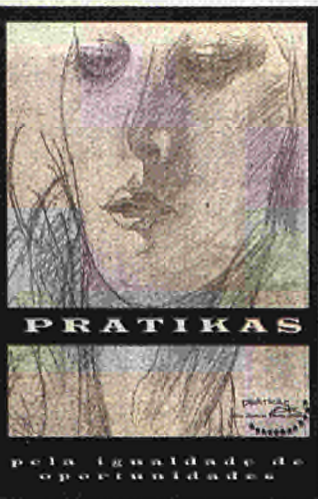
1996-1998

Financement (écus)

Total	737.458
FSE	219.068
Public	362.458
Privé	155.932

Résultats

En septembre 1997, 22 participantes sur 32 avaient créé leur propre entreprise. Un Centre féminin de Documentation, ainsi qu'un magasin d'artisanat lié à une coopérative ont été mis sur pied



Via l'Initiative communautaire Emploi-Now, le FSE soutient Pratikas - un projet dans le nord-est de l'Allemagne. Pratikas s'adresse à des diplômées au chômage et veut redynamiser les communautés et l'agriculture locales.

Huit emplois exactement pour 100 chômeurs : c'est dire la gravité du chômage dans l'Uckermark, une région agricole peu peuplée du Land de Brandebourg. Le taux de chômage y est l'un des plus élevés du pays (38% de la population active). Plus de 90% des formations financées au niveau national n'auraient aucune répercussion au niveau régional. Si de nombreux chômeurs émigrent à Berlin, les femmes restent les principales victimes. Pratikas les aide par deux types de formation : comme conseillères rurales et conseillères en matière de nouvelles technologies, d'agriculture biologique et de protection de l'environnement.

Un regain de vitalité pour les villages, une agriculture plus efficace

Pratikas, également géré par des partenaires français, espagnols et portugais, s'adresse à des femmes âgées de 35 à 55 ans, qui sont sélectionnées pour devenir conseillères rurales. Beaucoup ont

“la reprogrammation du progiciel était essentielle pour notre survie”

une expérience de l'enseignement, de l'administration, du travail social ou des soins de santé. Pratikas leur apprend à contribuer à la redynamisation des villages, en encourageant les administrations à favoriser les loisirs, le tourisme rural et les soins de santé. Pour le deuxième groupe de femmes, l'agriculture est prioritaire. Avant la réunification, l'agriculture régionale était sous le contrôle de l'Etat. Les stagiaires sont des ingénieurs agronomes qui peuvent améliorer la diversification et la compétitivité des fermes.

Quand des femmes modifient le paysage rural

Chacun de ces deux projets comprend 20 femmes placées dans des villages ou des exploitations. Outre un jour par semaine à Prenzlau pour une formation modulaire spécifique au domaine, les deux groupes échangent leurs expériences au sein d'ateliers portant sur des thèmes communs.

A ce jour, une réussite Brüssow, petite ville de la localité, jouit d'un réel potentiel touristique. Située près d'un lac, elle peut bénéficier des conseils de Pratikas. Une conseillère municipale se souvient : “Je voyais que Brüssow présentait un potentiel touristique et comme aucun programme n'était prévu, j'ai créé ma propre description professionnelle.” Grâce à l'association touristique rurale, elle a pu démarrer un projet de centre de vacances pour les familles avec des possibilités de camping et l'organisation d'activités sportives. Grâce à l'argent de la municipalité, des chômeurs ont participé à l'aménagement du centre. A long terme, l'idée est de mettre en valeur la plage bordant le lac.

Pour le deuxième groupe, l'impact sur les fermes a été très positif : 50% d'embauche chez les stagiaires. Une assistante de direction d'une coopérative de viande et produits laitiers explique que Pratikas a permis sa nomination car l'entreprise a pu se lancer dans l'agriculture biologique et relancer le marketing, l'approvisionnement et la distribution de produits en partenariat avec d'autres exploitations. Ailleurs, une femme spécialisée dans l'élevage porcin s'est reconvertie dans l'informatique pour créer une base de données sur son cheptel. Selon son supérieur, “la reprogrammation du logiciel était essentielle pour notre survie.” A l'issue du placement, elle sera la spécialiste en “bases de données” de l'exploitation.

Projet Emploi-Now

Coordinateur du projet
Tamen
Berlin
Mme Sigrid Wölfling
Fax : +49 30 787 94 244

Partenaires du projet
Actrices Sociales des Territoires Européens Rural (ASTER), France
CDT - Centre Tecnico per la Dona, S.L, Espagne
Centro Social e Paroquial de Ribeira Quente, Portugal

Durée du projet
1er décembre 1995 -
31 décembre 1997

Financement (écus)

Total	2.131.979
FSE	1.725.888
Public	406.091

Formation

Pratikas Allemagne assure simultanément la formation de deux groupes de 20 femmes dans le domaine du conseil rural ainsi que des placements en entreprise/ exploitation agricole. La moitié des placements en exploitations agricoles se traduiront par des emplois permanents pour les femmes concernées

Les chômeuses deviennent entrepreneurs et les managers formateurs...

A Amsterdam, un projet Emploi-Now tente de développer les attitudes entrepreneuriales des candidates qui désirent se lancer comme femmes d'affaires. En un an, STEW (le Centre pour le Développement des petites Entreprises) a permis à des chômeuses de longue durée, déjà familiarisées avec le monde de l'entreprise, de participer à un programme spécial de mentorat ainsi qu'à une série de modules de formation exigeants, avant de démarrer leur propre entreprise. Jusqu'ici, le projet a accueilli 120 participantes, généralement des femmes (d'une moyenne d'âge de 35 ans) possédant une expérience professionnelle et désireuses d'apporter aux entreprises des compétences spécifiques. Certains services comme la traduction sont très prisés par ces femmes.

Outre la technologie de l'information et la communication, ce programme couvre de nombreux domaines, depuis le courrier électronique, Internet, le télécommerce et la comptabilité jusqu'à la gestion à distance. Ces modules sont soutenus par un partenariat local, mis sur pied par STEW, qui associe l'ABN Amro Bank, des chambres de commerce, l'Institut néerlandais des PME et le Mentorscope.

Des mentors pour la formation

Le projet poursuit deux objectifs principaux : assurer une formation intensive aux femmes souhaitant créer leur propre entreprise dans le domaine de la communication et des compétences nécessaires en entreprise, et encourager les entrepreneurs à devenir eux-mêmes formateurs. L'idée étant d'inciter les dirigeants de PME à servir de mentor aux entrepreneurs inexpérimentés. Cette approche s'est révélée extrêmement bénéfique pour les deux parties.

Le processus commence par des réunions mensuelles entre les candidates et un conseiller personnel. En un an, les candidates suivent environ 200 heures de formation dans le centre même, mais se consacrent surtout à des travaux de préparation et de suivi à domicile ou à l'acquisition d'une expérience pratique. "Ce programme est très flexible. Le temps consacré par les mentors à la formation varie d'une personne à l'autre. Avant de lancer cette initiative, nous avons cherché à savoir ce que les participantes souhaitent apprendre et comment", explique Silvia Van Den Heuvel, coordinatrice du projet STEW.

Les participantes de STEW peuvent même utiliser les différents équipements et services pour les PME, car le projet fournit également des informations sur les services susceptibles d'aider les entreprises.

"Nous sommes conscients du fait que beaucoup de services et de sources d'information pour les PME ne sont pas utilisés par les femmes", explique Silvia Van Den Heuvel. "Nous essayons donc de leur montrer les équipements dont elles peuvent disposer"

ser et nous les encourageons à les utiliser." Le projet cherche également à encourager les prestataires de services aux PME à contribuer au développement de leurs clientes tout en aidant STEW à trouver des formateurs capables et désireux de partager leur expérience pratique avec de nouveaux entrepreneurs.

Partage d'expérience

Le succès enregistré par le programme de STEW a incité le partenaire britannique à adopter cette approche en vue d'une initiative similaire au Royaume-Uni.



Projet Emploi-Now

Coordinateur du projet
STEW (Centre pour le Développement des petites Entreprises)
Amsterdam
Mme Silvia Van Den Heuvel
Fax : + 31 20 420 0804

Partenaires du projet

Chambre de Commerce d'Amsterdam, Pays-bas
Institut néerlandais des Petites et Moyennes Entreprises, Pays-bas
Banque ABN-AMRO, Pays-bas
UVON (Union des Femmes Entrepreneurs), Pays-bas
Fondation Mentorscope, Pays-Bas
Breakthrough, Grèce
ID&S, Italie
GUIA, Portugal
College of North East London, Royaume-Uni
Université de Zargoza, Espagne

Durée du projet

juillet 1995 - décembre 1997

Financement (écus)

Total	1.553.161
FSE	684.391
Public	836.478
Privé	32.292

Résultats

En moyenne, 70% des participantes ont trouvé un emploi permanent ou ont créé leur propre entreprise



Les femmes de Santa Perpètua à la recherche d'un job permanent

besoins des femmes et préparer les cours ad hoc.

Premiers pas

Une présentation des carrières disponibles a été faite. Ensuite, des consultations individuelles et en groupe ont été réalisées. Les sessions de groupe visaient notamment à aider les femmes à identifier leurs aspirations personnelles et professionnelles pour leur choix de carrière en termes de formation, d'emploi, et d'épanouissement personnel. Teresa Argelés y Toló, monitrice, souligne l'importance de l'objectivité chez la personne qui dirige la formation. "Il faut veiller à ne pas susciter des attentes excessives, à ne pas créer d'illusions."

Quant à la formation elle-même, il s'agissait d'un programme de formation professionnelle à deux niveaux de 400 à 500 heures, alliant pratique et théorie dans des domaines tels que les services à la communauté ou l'administration technique.

A la fin de ce programme, 60% des participantes ont trouvé un emploi et travaillent dans des fonctions très proches de leur profil et de leur sensibilité personnelle.

De nouvelles perspectives se sont ouvertes pour les femmes qui ont davantage confiance en elles, comme le confirme Maria, une participante à ces formations. "J'ai une petite fille d'un an et je ne pouvais jamais quitter la maison. Grâce à cette formation, j'ai du sortir et me lancer dans la vie professionnelle. Mon indépendance toute neuve compte beaucoup."

Perspectives

Depuis 1996, des sessions spéciales de formation pour femmes ont été lancées dans des professions où elles sont sous-représentées. Et la responsable de conclure: "le résultat global de ce programme a constitué un progrès important pour les femmes de Santa Perpètua."

A Barcelone, l'action pour l'égalité des chances a pour but d'aider les femmes à retrouver un emploi. "Sans une bonne formation, vous n'êtes rien" dit Carmen, une participante à ce projet. Depuis dix ans, la fédération des employeurs Granja Soldevila et la mairie de Santa Perpètua de Mogoda conjuguent initiatives locales de développement et programmes de formation pour permettre à l'offre des compétences de répondre à la demande. Mais en 1995, Santa Perpètua, connaissait un taux de chômage de 19%. Près de 1.300 personnes de la région étaient sans emploi, dont plus de la moitié étaient des femmes.

La même année, la fédération et la mairie créaient un programme, financé par le Fonds social européen, pour aider les femmes à faire des choix de carrière et trouver du travail via une approche intégrée faisant correspondre les besoins des femmes à ceux des entreprises locales.

Réfléchir avant d'agir

L'idée était d'identifier les critères qui guident les politiques de ressources humaines et les procédures de recrutement des entreprises locales afin

"il faut veiller à ne pas susciter des attentes excessives, à ne pas créer d'illusions"

de repérer les tendances du marché de l'emploi. En même temps, plusieurs sessions pilotes d'orientation ont été effectuées pour cerner les

prises locales afin d'indiquer aux femmes les choix les plus adéquats pour trouver un emploi.

Une enquête réalisée auprès de 20 responsables de ressources humaines a permis

Projet Objectif 3

Coordinateur du projet
Patronat Granja Soldevila - Ayuntamiento de Santa Perpètua de Mogoda
Santa Perpètua de Mogoda
Mme Teresa Argelés y Toló
Fax : +34 3 560 7656

Partenaires du projet
Diputació Provincial de Barcelona
Gabinet d'Integració Europea I Solidaritat

Durée du projet
1995-1996

Financement (écus)

Total	91.400
FSE	41.100
Public	50.300

Résultat

34 femmes ont participé au programme; 60% ont trouvé un emploi

Elargir l'horizon professionnel des femmes

Assisté du FSE, l'organisme irlandais de formation et d'emploi, FÁS, propose un large éventail de services aux femmes. "Women in Focus" est un programme d'action visant à renforcer la participation des femmes aux programmes de formation et à faciliter leur réintégration sur le marché du travail.

Relever le défi de l'emploi "Formation spécifique" est l'un des principaux programmes de formation du FÁS. En 1996, 200 cours différents, dispensés dans l'ensemble du pays, ont attiré 5.622 femmes. Un quart d'entre elles avaient plus de 35 ans. Les associations locales de femmes sont consultées pour garantir une participation féminine substantielle. En outre, des publications fournissent un support d'information encourageant la participation des femmes à travers la présentation d'expériences réussies de formation ayant permis de retrouver un emploi.

Une formation spécifique - un exemple de cours
Un cours dans le cadre de "Formation spécifique" concerne le secrétariat de direction. Cette formation de 17 semaines est axée sur l'informatique, la comptabilité, la communication, le rendement personnel et les techniques de recherche d'emploi. Ce cours s'adresse à des jeunes filles quittant prématurément l'école jusqu'à des femmes dans la cinquantaine. Celles-ci disposent généralement d'une certaine expérience professionnelle et sont soit en phase de réorientation de carrière à la suite d'un licenciement, soit souhaitent reprendre le travail après une interruption. Plus récemment, la proportion de participantes de plus de 40 ans à ces activités de formation a augmenté, les entreprises se tournant désormais davantage vers des femmes plus âgées en raison de leur plus grande flexibilité au niveau des horaires et des conditions d'emploi et de leur engagement professionnel.

Comme le souligne Liz Dullaghan, formatrice au centre de formation du FÁS à Dundalk, "le taux de placement à l'issue du cours est remarquable dans les PME et les industries locales. Ces formations et les emplois proposés ensuite ont clairement permis aux femmes concernées de bénéficier de nouvelles opportunités."

Mary Murphy, une étudiante de Mme Dullaghan à Dundalk, a eu connaissance de la formation par une amie. "Après avoir vu mes quatre enfants quitter la maison pour aller à l'université, j'ai ressenti un grand vide et le besoin de retrouver un emploi. C'est alors que j'ai commencé à me renseigner. Mais l'idée de retourner travailler après une interruption de 26 ans me terrifiait"

dit-elle. Elle a néanmoins franchi le pas en s'inscrivant, en 1996, à une formation de quatre mois comprenant un stage de quatre semaines en entreprise. A l'issue de ce stage dans une entreprise de Dundalk, Mme. Murphy s'est vue offrir un emploi au sein de la société où elle travaille toujours aujourd'hui, dans le service des ventes.

De multiples possibilités de placement

Les cours ont très bonne réputation auprès des entreprises, qui s'adressent fréquemment au Centre pour engager du personnel. Mme Dullaghan déclare avec une certaine fierté que "de nombreuses entreprises connaissent nos cours et nous appellent souvent en nous demandant un 'double' de la personne que nous leur avons présentée et qu'ils ont engagée." Les cours permettent en effet aux participantes de développer leurs compétences, ce qui les met en confiance quant à leur capacité et à leur potentiel.



Type d'action Objectif 3 financé par l'Objectif 1

Coordinateur du projet
FÁS - Agence nationale pour la formation & l'emploi
Dublin
M. Pat O'Toole.
Fax : +353 1 272 0317

Durée du projet
1995-1999

Financement (écus)
Dépenses totales pour les programmes de formation et d'emploi du FÁS

Total	543,3 millions
FSE	81,8 millions
Public	461,5 millions

Un pourcentage de ce chiffre peut être consacré à des interventions en faveur des femmes, en fonction de leur taux de participation. Les chiffres disponibles pour 1995 indiquent que près de 40% des participants aux cours de formation de la FÁS étaient des femmes.

Résultats

69% des femmes qui suivent les cours dans le cadre de "Formation spécifique" trouvent du travail ou poursuivent une autre formation



Le télétravail ne manque pas d'avenir

Au départ, ce projet n'avait rien d'inhabituel. Les femmes participaient à une formation commerciale comprenant de l'informatique, de la comptabilité, de la gestion et de l'anglais des affaires. Les vingt participantes, qui voulaient toutes retravailler après une interruption due à des raisons familiales, se retrouvaient en classe, cinq jours par semaine, de 8h à 12h30, dans le centre de formation professionnelle du Münsterland. Après six mois s'est produit un changement important, chaque participante s'est vue dotée d'un ordinateur relié au centre de formation et aux autres participantes. Elles étudient désormais à domicile un ou deux jours par semaine, il s'agit de "téléformation". A Ahaus, le projet s'intitule 'LEARN' - apprentissage, travail, comptabilité en réseau. Il est financé aux deux tiers par le FSE.

Mari et travail à domicile
Les participantes fixent généralement leur propre rythme et décident de l'ordre des cours. Le matériel est fourni par le centre de formation pendant le cours, et de nombreuses facilités de garde d'enfants sont disponibles, même les jours où les mamans étudient à la maison.

L'ordinateur reprend le rôle de formateur et remplace dans une certaine mesure les tests d'évaluation. Bien entendu, le logiciel ne peut apporter une assistance personnelle ou superviser des tâches complexes. Par contre, la participante n'est pas seule devant sa machine, elle a la possibilité d'appeler son moniteur et de lui exposer les problèmes rencontrés. Grâce à un programme de téléconférence, le moniteur peut lire le texte en question sur son propre ordinateur

et travailler avec l'étudiante. Si elle préfère consulter d'abord une autre participante, le principe est identique puisque les ordinateurs sont reliés les uns aux autres.

Cette nouvelle forme d'apprentissage est inappropriée si les participantes doivent en plus s'occuper de leurs enfants ou de tâches ménagères. Elles doivent se créer

des espaces de liberté pour gérer leur charge de travail, et celles qui ont des difficultés sont encouragées à en parler à leur moniteur.

En fait, d'après le chef de projet, Claudia Klinker, "les participantes ne souhaitent pas du tout arrêter de travailler. Elles perdent parfois la notion du temps - l'une a oublié de préparer le repas, et une autre, d'aller chercher son mari. Nous devons les convaincre d'éteindre leurs ordinateurs après quatre heures et demie, pour qu'elles puissent vaquer à leurs autres tâches."

L'avenir au bout du fil
Ce cours est destiné à des femmes possédant déjà un diplôme commercial et prépare à l'examen d'informatique en administration commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie. Il est conçu pour former les participantes au télétravail afin qu'elles puissent travailler pour leurs employeurs à domicile via une connexion câblée. Le cours se termine par un stage de deux mois en entreprise axé sur le télétravail. Ce cours est le premier organisé à Ahaus, et aucun résultat n'est encore disponible. Mais l'avenir appartient au télétravail - ceux qui maîtrisent la technologie auront une longueur d'avance sur les autres demandeurs d'emploi.

Projet Objectif 3

Coordinateur de projet
Berufsbildungstätte
Westmünsterland GmbH
Ahaus
Mme Claudia Klinker
Fax : +49 2561 699 510

Durée du projet
1997-1998

Financement (écus)

Total	625.888
FSE	411.675
Public	214.213

Participants
20 femmes participent à ce programme de téléformation

Une entreprise émancipatrice

En Espagne, les femmes demeurent en position de faiblesse sur le marché du travail : elles sont 37% à travailler contre 63% d'hommes, leurs salaires sont en moyenne inférieurs de 30% et elles jouissent d'une situation plus précaire (38% ont des contrats temporaires et 75% sont employées à mi-temps).

L'Instituto de la Mujer - l'Institut espagnol de la femme - a lancé en 1995, avec le soutien du FSE, des initiatives intégrées pour gommer ces disparités. Il travaille en étroite collaboration avec l'Institut national pour l'emploi afin d'appliquer l'égalité des chances dans les initiatives de Services Intégrés pour l'Emploi (SIPE). Ces initiatives comprennent des programmes de formation professionnelle, des services de conseil et une aide pour trouver un emploi.

L'esprit d'entreprise - créer des emplois

L'Instituto de la Mujer aide aussi les femmes à lancer leur propre entreprise, en proposant des aides au démarrage. María Dolores Flores, directrice adjointe des programmes, explique que les subventions servent à "encourager l'esprit d'entreprise chez les femmes et à mettre en évidence leur apport à l'économie nationale." En 1996, 36 subventions ont été octroyées.

L'importance de la formation

La formation est devenue un élément crucial pour tous les demandeurs d'emploi. L'Instituto parraine un certain nombre d'initiatives destinées à permettre aux femmes d'acquérir des qualifications. Les cours pratiques s'adressent aux personnes désireuses de travailler dans les domaines du développement local, du tourisme rural, de la planification des ressources humaines ou de la gestion de l'environnement.

"J'ai acquis des connaissances de base en informatique. Je pense que cela me sera très utile dans ma recherche d'emploi" note María del Mar García, une des participantes du cours. Un autre programme porte sur les femmes et le développement et comprend notamment une formation spécialisée en coopération au développement. Par ailleurs, le Conseil municipal de Alcobendas appuie un cours expérimental de réparation automobile.

Tourisme rural - un exemple María Fernanda González Fernández (36 ans) venait d'obtenir son diplôme en histoire et géographie quand elle a pris connaissance d'une publicité pour la formation en tourisme rural, dispensée à Cáceres. "J'ai pensé que cela m'aiderait à élargir mes connaissances", dit-elle, et elle ajoute avec enthousiasme "selon moi, le tourisme rural est au coeur du développement régional".

La formation en tourisme rural comportait 300 heures de cours, portant sur un large éventail de matières pratiques (montage d'une entreprise, fonctionnement du système central informatisé de réservation). Mme Fernández souligne que le cours était de très bon niveau et son contenu assez complet, tout en regrettant de ne pas avoir disposé de davantage de temps pour approfondir certains aspects.

D'une manière générale, les programmes de formation de l'Instituto visent à aider les femmes à se lancer dans une carrière, armées des compétences nécessaires, qu'elles travaillent pour leur propre compte ou pour celui d'autres personnes. "Grâce à la formation, j'ai réussi mes examens de guide touristique", indique Mme Fernández, qui va monter sa propre société de services, principalement axée sur le tourisme rural.

Projet Objectif 3

Coordinateur du projet

Instituto de la Mujer
(Institut de la Femme)
Madrid
Mme María Dolores Flores Cerdán
Fax : +34 | 347 80 73

Partenaire du projet

Ministerio de Trabajo y
Asuntos Sociales
(Ministère du Travail et
des Affaires sociales)

Durée du projet

1994-1999

Financement (écus)

Total	3.465.662
FSE	1.559.548
Public	1.906.114

Résultats

Depuis 1995, 102 cours ont été organisés, pour un total de 27.000 heures de formation, dont ont bénéficié plus de 2.000 femmes





A l'est de la Finlande, un chômeur sur quatre est un parent isolé. L'Initiative communautaire Emploi-Now soutient un projet s'adressant à deux groupes de quinze mères séparées à la recherche d'un emploi. Entrer dans la vie active s'avère parfois très difficile pour beaucoup de mères séparées, confrontées à de nombreux problèmes. Ces femmes se sentent vulnérables et manquent de confiance en elles pour assumer leurs rôles de femme et de mère et apporter le soutien matériel nécessaire. Beaucoup ne sont pas assez qualifiées en raison de possibilités d'études limitées. Par ailleurs, leur situation de parent séparé entraîne souvent un sentiment d'isolement social.

Les femmes séparées réparent leur voiture elles-mêmes

Un programme d'épanouissement personnel de dix mois aide ces femmes à mieux gérer leur vie et devenir autonomes afin de pouvoir

"ces cours leur ont donné les clés de l'avenir, c'est bien la meilleure chose qui pouvait leur arriver"

assumer leurs responsabilités personnelles et familiales. De nombreux cours sont proposés, depuis la mise en condition physique jusqu'à la gestion du ménage en passant par l'entre-

tien de voitures. L'objectif est de les aider à trouver un emploi nouveau et créatif ou un cours de formation approprié grâce à des conseils individuels, de brèves formations et des stages en entreprise. Ces femmes doivent prendre conscience de leur potentiel, de leurs capacités et compétences et adapter leurs perceptions et comportement en conséquence.

Ce programme "sur mesure" leur permet d'acquérir une certaine indépendance économique et sociale. Päivi Putkuri, coordinatrice du projet, se dit impressionnée par la volonté de ces femmes.

Améliorer les perspectives d'emploi

"Jamais elles ne se découragent malgré les nombreux bouleversements qu'elles connaissent et les problèmes très personnels et délicats qui sont abordés tout au long du projet."

La mère et son enfant construisent leur avenir ensemble

Ce projet est très complet car il tient compte des besoins de la mère et de l'enfant. Pour les parents, la relation avec l'enfant est primordiale, c'est pourquoi les enfants suivent chaque semaine leur propre programme de jeux et mettent en scène de petites pièces afin d'accroître leur confiance et leur autonomie. Les femmes revoient leur rôle, leurs réactions et responsabilités pendant les activités de la journée afin d'acquérir de nouveaux modèles comportementaux. Ce projet propose un système d'apprentissage commun afin que la famille s'adapte à sa nouvelle forme d'indépendance sans toutefois compromettre la précieuse relation mère-enfant.

Comme pour toutes les Initiatives communautaires, le projet est associé à des partenaires transnationaux. Dans ce cas, le partenaire irlandais a largement fait part de son expérience du travail en groupes avec des parents isolés, alors que la Finlande a partagé son expérience dans le travail parents/enfants.

Les clés de l'avenir

Grâce à ce projet financé par le FSE, la recherche d'un emploi n'est plus une activité dénuée de sens pour les mères séparées mais bien un objectif concret. Päivi Putkuri est très satisfaite des premiers résultats obtenus. "Les plus jeunes ont déclaré que ces cours leur avaient donné les clés de l'avenir, c'est bien la meilleure chose qui pouvait leur arriver."

Projet Emploi-Now

Coordinateur du projet
North Karelia Polytechnic
Joensuu
Mme Päivi Putkuri
Fax : +358 13 260 64 01

Partenaires du projet

Parents Alone Resource
Centre, Irlande
Western Isles Enterprises, Ecosse
Verein Frauen Arbeit, Österreich
AFPA, France

Durée du projet 1996-1997

Financement (écus)

Total (1996)	204.737
FSE	153.684
Public	51.053
Total (1997)	226.668
FSE	168.421
Public	58.247

Résultats

De 1996 à 1997, quatre participantes sur huit ont trouvé un emploi et quatre autres ont débuté un programme d'apprentissage

Petites entreprises et femmes entrepreneurs à la base du succès

Quels sont les ingrédients nécessaires à la création et au développement d'une PME ? Des idées, des ressources et des conseils. Considérant ces facteurs comme étant la clé du succès, le projet DATAWEB de Thessalonique aide les femmes d'affaires à concrétiser leurs idées. Cofinancé par le FSE dans le cadre de l'Initiative communautaire Emploi-Now, DATAWEB part du constat que les PME ont un énorme potentiel de création de nouveaux emplois mais qu'elles sont souvent limitées par les moyens à leur disposition.

Services de soutien

C'est dans ce contexte qu'intervient DATAWEB. Le projet s'articule autour de plusieurs initiatives, la première étant d'offrir des infrastructures de bureaux aux femmes n'ayant pas les moyens financiers nécessaires pour concrétiser leurs idées. L'"incubateur d'entreprises", comme on l'appelle, donne accès à toute une série d'appuis administratifs, depuis les ordinateurs et Internet jusqu'aux lignes téléphoniques et de fax. Des conseils généraux et spécialisés sont prévus, ainsi que de nombreux guides des meilleures pratiques. Pour M. Pappaioannou, directeur du projet DATAWEB, cet aspect est capital. "Très souvent, des idées intéressantes ne voient jamais le jour par manque d'argent et de moyens", explique-t-il. "Grâce aux ressources et aux conseils offerts, l'incubateur d'entreprises permet aux idées de se développer et de porter leurs fruits."

La deuxième partie du projet offre "un réseau d'encadrement et de soutien mutuel" permettant aux entrepreneurs en activité de partager leurs expériences avec les futures femmes d'affaires. Grâce à Internet, le réseau d'assistance a également pris une dimension internationale, permettant un échange de vues avec des entrepreneurs d'autres pays européens et l'établissement de contacts commerciaux en Europe.

Aider les époux

L'aspect le plus innovatif de DATAWEB réside sans doute dans une initiative visant à développer le soutien important assuré par de nombreuses femmes dans les affaires de leur conjoint. DATAWEB renforce ce rôle en offrant aux femmes une formation commerciale directement applicable à leur travail quotidien. "Les avantages de ce savoir-faire sont doubles", explique M. Pappaioannou. "Les femmes peuvent développer leur sens des affaires, notamment dans des domaines tels que le marketing et les négociations, ce qui renforce la contribution qu'elles apportent à l'entreprise de leur époux."

Des "ateliers de développement commercial" prodiguent des conseils supplémentaires. En raison de leur succès, le nombre de places disponibles a dû être doublé.

Contacts internationaux

A l'instar d'autres Initiatives communautaires, la coopération transnationale joue un rôle important en favorisant l'échange d'expériences avec des entrepreneurs d'autres Etats membres. Un projet italien a contribué au lancement de l'incubateur et un projet néerlandais a fourni le savoir-faire nécessaire au développement commercial.

Idées et conseils

Le succès de DATAWEB ne peut être mieux évalué que par ses bénéficiaires directs. Mme Fassoula éprouvait des difficultés dans son centre d'aide à l'enfance à Thessalonique. "J'étais sur le point d'abandonner lorsque j'ai entendu parler du projet financé par le FSE. Grâce aux idées et aux conseils fournis dans le cadre du projet DATAWEB, mon centre a pu survivre. J'ai trouvé un partenaire commercial et je suis à la recherche de bâtiments plus vastes."

Projet Emploi-Now

Coordinateur du projet
Dimiourgiki
Développement créatif
des ressources humaines
Thessalonique
M. Vassilis Pappaioannou
Fax : +30 31 861100
Internet :
<http://www.forthnet.gr/dataweb>

Partenaires du projet

Breakthrough, Grèce
Eommex, organisation nationale des PME, Grèce
Agence de développement de Kaditsa, Grèce
Agence de développement de Macédoine, Grèce
Secrétariat général de la jeunesse, Grèce
Stew, Pays-Bas
Provincia di Livorno, Italie
ID&S, Italie
Guia, Portugal
Incubatore impresedonna, Italie

Durée du projet

juin 1996 - juillet 1998

Financement (écus)

Total	400.000
FSE	300.000
Public	100.000

Participants (à ce jour)

Incubateur : 35 femmes

Encadrement : 15 femmes
(6 femmes d'affaires en activité)

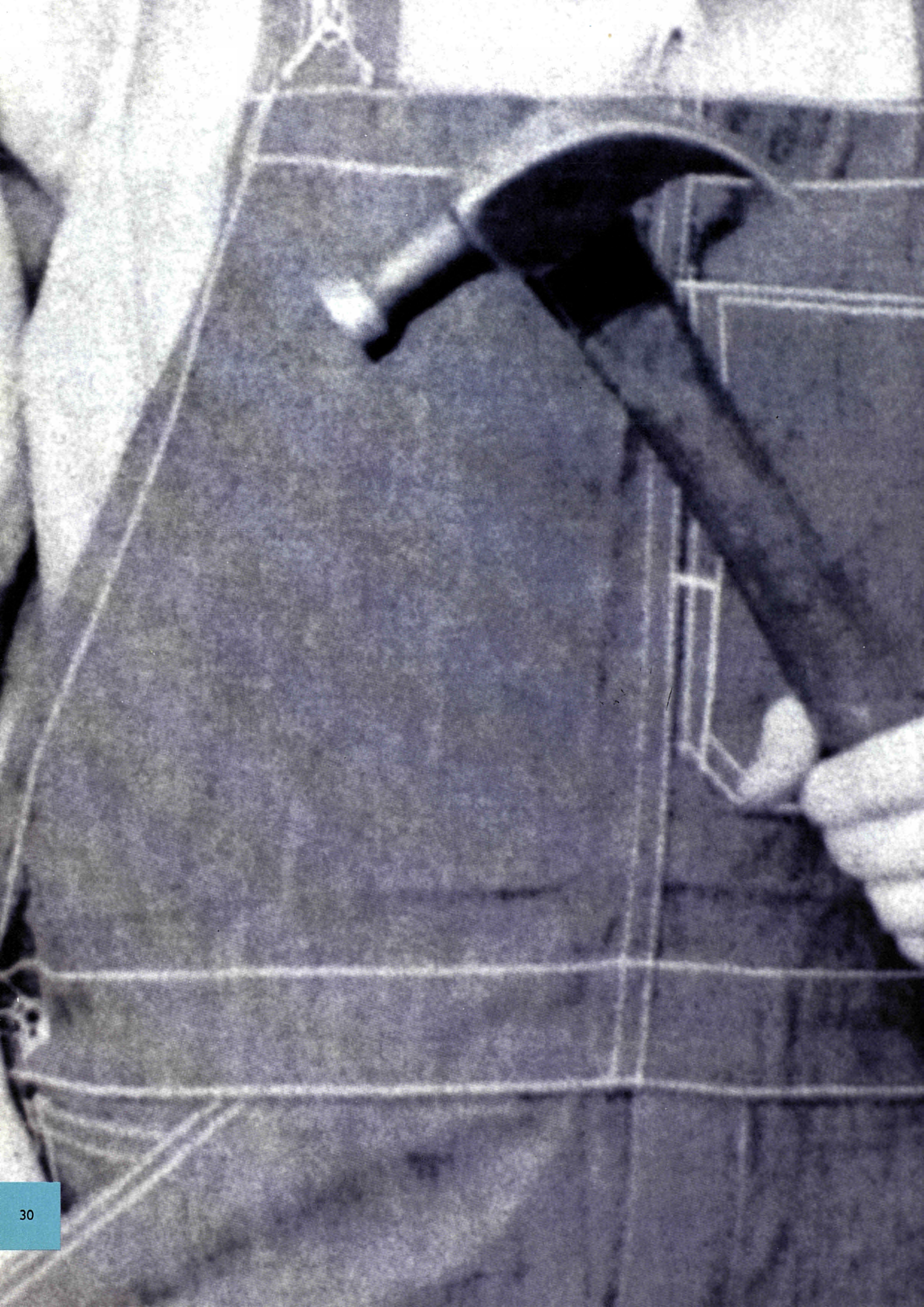
Télé-encadrement : 7 femmes
(de 4 pays différents)


Ateliers : 160 femmes
(dans 8 ateliers)

Association : 23 membres

Formation : 25 femmes
(15 chômeuses et 10 femmes assistant leur mari)

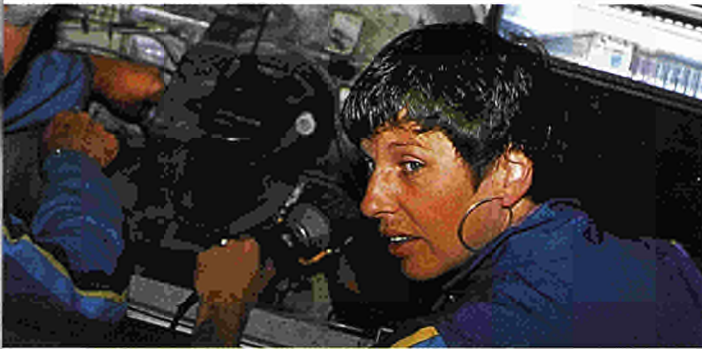






Soutenir l'emploi

- 32 France Clubs-emploi
- 33 Royaume-Uni Les monitrices d'auto-école passent à la vitesse supérieure
- 34 Luxembourg Ateliers de formation
- 35 Belgique Les mères de famille ne sont plus confinées chez elles
- 36 Portugal La pêche aux nouveaux emplois
- 37 Suède "Women Friendly Finance" et les femmes entrepreneurs



Les femmes françaises ont, depuis l'après-guerre, intégré le monde du travail en masse. Toutefois, elles n'ont pas les mêmes chances que les hommes sur le marché de l'emploi. Près de 15% d'entre elles sont au chômage, contre 10% pour les hommes. Plus grave, elles grossissent les rangs des chômeurs de longue durée et mettent généralement plus de temps que les hommes à retrouver un emploi. De ce constat, le Service des Droits des Femmes a élaboré, en partenariat avec le FSE, une mesure spécifique pour les femmes, veillant cependant à ce que leur problème d'insertion soit pris en compte dans les autres mesures financées par le FSE.

"L'axe prioritaire du programme, explique Anne Chauvet, chargée du FSE au Service des Droits des Femmes, c'est l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. On s'est

"il s'agit de travailler d'abord sur le chômage avant même d'aborder la question de l'emploi"

aperçu que, pendant des années, on permettait à une femme de se qualifier, mais une fois sur le marché de l'emploi, elle ne trouvait pas de poste, faute, par exemple, de permis de conduire. Ce programme, poursuit-elle, est là pour pallier ces aberrations." La valeur ajoutée provient du

suivi individualisé. "Un plus qui fait partie des objectifs du FSE", ajoute Anne Chauvet.

Autre avantage des financements européens : "Les aides sont régionalisées, ce qui évite les lourdeurs administratives. Les déléguées départementales sont autonomes dans leurs actions et leurs financements, ainsi que dans le choix de leurs partenaires."

Clubs-emploi

Groupes de femmes

Le partenariat, c'est l'idée forte d'un projet de l'association Service des Droits des Femmes, qui a pour but d'aider les femmes au chômage. Selon son fondateur Thierry Benoît, l'initiative s'adresse aux femmes, les encourageant à créer des associations et clubs spécifiques.

Après quelques mois d'expérience, un tiers d'entre elles retrouvent un poste. Un résultat qui ne satisfait pas Thierry Benoît. Naissent alors les Clubs-Emploi, inspirés de l'exemple canadien, qui prônent le fonctionnement en réseaux (amis, familles, connaissances...). Aujourd'hui, 70% des chômeuses en stage dans les Clubs-Emploi retrouvent un poste correspondant à leurs qualifications. Une action particulière destinée aux chômeuses de longue durée a été mise en place par le biais de groupes de support et de "self help". "Là, il s'agit de travailler d'abord sur le chômage avant même d'aborder la question de l'emploi", explique Thierry Benoît. Pendant cinq semaines, à raison de deux séances hebdomadaires obligatoires, huit à dix femmes, sans travail depuis au moins quatre ans, se retrouvent dans un espace de rencontres, pour parler du chômage. "Les résultats sont surprenants, affirme-t-il, environ 30% des femmes trouvent un travail dans les trois mois."

Pour l'heure, vingt nouveaux projets de boutiques "Clubs de l'emploi" sont en cours. Prévu pour six ans sur l'ensemble du territoire, le programme FSE prévoyait d'accueillir 10.000 femmes. Les résultats ont dépassé toutes les prévisions. Sur la seule année 1996, 7.282 femmes ont bénéficié du programme.

Projet Objectif 3

Coordinateur du projet
Service des Droits des Femmes
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Paris
Mme Anne Chauvet
Fax : +33 1 42 46 99 69

Partenaires du projet

Conseil Régional .
Autorités locales
Chambre française de commerce et d'industrie
AFPA (Association de formation pour adultes)
ANPE (Association nationale pour l'emploi)
CAF (Caisse d'assurances familiales)
FAS (Fonds d'action sociale)

Durée du projet
1994-1999

Financement (écus)

Total	27.149.320
FSE	13.574.660
Public	13.574.660

Résultats

En moyenne, 30% des participants trouvent un emploi, avec des pointes à 70% dans certains cas

Les monitrices d'auto-école passent à la vitesse supérieure

A l'est de Londres, le Fonds social européen soutient un projet de formation pour des femmes souhaitant devenir monitrices d'auto-école. Le programme a été lancé par une coopérative locale qui "revitalise" les femmes, en leur proposant des formations appropriées.

Au Royaume-Uni, le transport constitue un marché important. Les conducteurs possédant un permis sont 30 millions et ceux en apprentissage, 2,3 millions. Selon le gouvernement, les femmes ne représenteraient que 12,5% des 33.000 moniteurs de conduite agréés. Elles sont donc sous-représentées, alors que cette fonction semble parfaitement leur convenir, et que 56% des apprentis conducteurs préféreraient une monitrice.

Account3, une coopérative de conseil destinée aux femmes tente de renverser la vapeur. Les cours de formation de monitrice agréée, soutenus par le FSE, répondent à une demande importante et s'inscrivent dans un programme de soutien et de formation destiné aux chômeuses issues de minorités ethniques et de groupes sociaux défavorisés.

Formation

La formation s'adresse aux détentrices d'un permis de conduire depuis plus de quatre ans. Le cours, débouchant sur un examen organisé par le ministère des Transports, est divisé en trois modules : des cours théoriques, une instruction pratique et un stage rémunéré. A terme, la formation mène à un emploi permanent dans une auto-école ou à un poste de monitrice indépendante.

"les femmes sont très consciencieuses et sans doute plus conscientes des dangers de la route"

"Les femmes sont très consciencieuses", explique Toni Meredew, responsable des cours de base. "Elles sont sans doute plus conscientes des dangers de la route. Mais, une bonne capacité de jugement est aussi capitale dans les situations critiques." Angie Jackman, monitrice de chauffeurs de bus scolaires explique que la patience des monitrices est essentielle, surtout lorsqu'elles doivent affronter les préjugés des élèves concernant leur âge, leur sexe ou leur race.

Nombre d'instructeurs expérimentés ne possèdent pas au départ les qualités nécessaires pour enseigner dans le cadre du projet. "Le soutien est crucial si l'on veut éviter que les stagiaires découragées n'abandonnent", explique Margaret Mukama, coordinatrice du projet. "Néanmoins, quasiment tous les stagiaires qui persévèrent réussissent leur formation ou entament d'autres types de cours pour obtenir un certificat officiel de formateur", ajoute Toni Meredew.

Un sacré défi

Parmi les autres activités d'Account3, citons des cours d'anglais pour les personnes dont ce n'est pas la langue maternelle et un programme commun avec les autorités municipales de Tower Hamlets destiné à renforcer les

chances de recrutement des femmes.

"Se régénérer, c'est comme un puzzle", conclut Margaret Mukana. "Au-delà de l'amélioration de la formation générale et des conditions de vie, renforcer la confiance et la capacité à communiquer sont des éléments également importants que nous leur apportons. L'aptitude à conduire procure une certaine confiance en soi, mais nombre de femmes issues de minorités ethniques ne maîtrisant pas suffisamment l'anglais, ne pourraient suivre une formation normale."



Projet Objectif 3

Coordinateur du projet
Account3 Women's
Consultancy Service Ltd.
Londres
Mme Margaret Mukama
Fax : +44 181 981 9213

Durée du projet
1997

Financement (écus)

Total	91.251
FSE	41.063
Public	30.113
Privé	20.075

Résultats

1995 : 23 des 24 femmes sans emploi ont terminé la formation avec succès
1996 : 23 des 24 femmes sans emploi ont achevé la formation, 12 d'entre elles sont devenues monitrices de conduite
1997 : 24 femmes sans emploi sont en cours de formation



Depuis sa création en 1986, le CFFM (Centre de Formation pour Femmes et Familles Monoparentales) de Luxembourg s'adresse aux femmes tentant de réintégrer le marché de l'emploi et qui possèdent peu ou pas de qualifications professionnelles.

Une des initiatives mises en oeuvre pour traiter ce problème a été le programme de formation pour les femmes ne disposant que d'un revenu minimum, créé par l'ASBL Femmes en Détresse. Cette association, qui gère le CFFM, a adhéré au programme Now (New Opportunities for Women) de l'Union européenne en 1991. La formation se concentre sur des activités, comme la couture, le nettoyage et la lessive. En 1994, grâce au Fonds social européen et au Ministère du Travail luxembourgeois, les activités des Ateliers NAXI ont été étendues à d'autres types d'emplois.

Renouer avec le contact social

L'activité principale du projet NAXI reste les ateliers de couture et de blanchisserie offrant une formation individuelle et des conseils. Comme le souligne la coordinatrice en chef,

"nous devons non seulement leur fournir des compétences mais aussi les réhabituer au contact social"

Marion Grierson : "Ces femmes sont confrontées à d'énormes difficultés sociales et personnelles. Si nous voulons qu'elles retrouvent un emploi, nous devons non seulement leur fournir des compé-

tences mais aussi les réhabituer au contact social."

L'année dernière, les 19 participantes sélectionnées par les services sociaux ont travaillé dans les mêmes conditions que dans un milieu professionnel et sur la base de contrats allant de trois mois à deux ans selon leur situation individuelle et le degré de formation requise. Afin que les participantes respectent leurs engagements, le paiement de leur salaire minimum dépend de leur fréquentation régulière des cours.

Ateliers de formation

Vente de services

En 1996, les ateliers ont été transférés dans un nouveau bâtiment possédant une buanderie avec un espace prévu pour quatre participantes, un atelier de réparation pour dix personnes et un salon de couture pour trois personnes. Tous les ateliers disposent d'un matériel professionnel et prospectent activement à la recherche de nouveaux débouchés. Les clients sont pour la plupart des personnes âgées qui utilisent les services de livraison à domicile mais également des hôpitaux et des maisons de repos.

Outre les deux instructeurs d'atelier qualifiés, un conseiller et un psychologue restent en contact étroit avec les participantes. "Nous limitons le nombre de participantes pour pouvoir nous en occuper davantage et nous concentrer sur les progrès réalisés", nous déclare Marion Grierson.

Sessions d'informatique

L'année dernière, NAXI a également lancé des cours d'informatique de base destinés aux femmes possédant un degré de scolarisation équivalant au secondaire mais n'ayant que peu ou pas d'expérience en informatique. Bon nombre des 133 femmes qui ont participé à ce cours de douze heures ont vu à l'occasion de réintégrer le marché de l'emploi. D'autres, comme Liliane Yanselle, l'ont considéré comme un premier pas vers un cours plus élaboré. Elle espère qu'en apprenant Excel, elle pourra aider son mari dans son activité professionnelle. Parallèlement à tous ces ateliers, NAXI organise également différentes sessions d'information, qui traitent de l'orientation professionnelle, des techniques de recherche d'emploi, des perspectives d'emploi dans l'industrie textile et de conseils de carrière.

Projet Objectif 3

Coordinateur du projet
Centre de Formation pour Femmes et Familles Monoparentales - (CFFM)
Luxembourg
Fax : + 352 40 61 12

Partenaire du projet
Ministère du Travail, Luxembourg

Durée du projet :
1994-1999

Financement (écus)

Total	442.400 (par an)
FSE	199.100
Public	243.300

Participants

En 1996, 19 personnes ont participé à un cours de blanchisserie et de couture ; 133 personnes ont participé à un cours d'informatique

Les mères de famille ne sont plus confinées chez elles

Suivre une formation ou trouver un emploi peut s'avérer très difficile pour des mères au foyer. A Flémalle, près de Liège, ce problème est pris à bras-le-corps. L'association sans but lucratif "Grandir", constituée en 1991, a contribué à la conception d'un projet visant spécialement à aider les mères de famille à retrouver un travail.

Grâce à un financement du FSE, "Grandir" organise un service de garde à domicile et une crèche pour des enfants dont les parents suivent une formation. Dans une communauté de 26.000 personnes, comptant 10% de chômeurs et où beaucoup vivent du revenu minimum garanti, ce genre de service peut être primordial pour favoriser la réinsertion professionnelle. Sabine Maquet le reconnaît : "Le financement du FSE est indispensable... pas seulement pour notre survie, mais également pour les mères parce que cela constitue la base d'une formation permettant de prendre un nouveau départ."

D'après Sabine Maquet, "les femmes, jeunes et moins jeunes, ont l'occasion de suivre une formation pendant que nous gardons leurs enfants, ce qui leur permet de se réinsérer dans la vie professionnelle. Il est presque impossible pour elles de s'occuper de leurs enfants et de rechercher un emploi en même temps, et leur situation même, fait qu'elles ne sont pas vraiment motivées pour chercher un emploi."

Trois services

Le projet propose trois services. Le premier consiste à fournir une aide postnatale aux mères rencontrant des difficultés après la naissance de leur enfant. "Grandir" propose son aide, qu'il s'agisse d'une mère allaitée, qui doit s'occuper de jumeaux ou de ses enfants plus âgés, ou même d'une mère inexpérimentée dont c'est le premier-né. Le deuxième est un service de baby-sitting à domicile pour enfants malades. Une puéricultrice qualifiée est disponible de 7h30 à 18h, du lundi au vendredi, pour se rendre au domicile familial, pendant que la mère poursuit sa formation. Cette assistance - principalement financée par

"les femmes ont l'occasion de suivre une formation pendant que nous gardons leurs enfants"

le FSE - s'adresse aux enfants jusqu'à 12 ans. La troisième et dernière composante est une crèche à tarif préférentiel, accueillant les enfants âgés de moins de trois ans (132 actuellement). Si chacun est supposé payer les frais de garde, les personnes

ayant droit au revenu minimum garanti peuvent bénéficier d'importantes subventions du FSE.

"Grandir" s'inscrit dans un programme plus étendu dont le but est d'aider les personnes défavorisées à combattre l'exclusion psychologique et physique à laquelle elles sont confrontées en raison du manque de formation et de compétences. L'existence de cette crèche facilite la vie des parents et leur permet de suivre une formation. L'obtention de nouvelles qualifications professionnelles pourra augmenter leurs chances de trouver un emploi. Ainsi, le financement du FSE donne de l'espoir et des opportunités à de nombreuses familles.

Le cycle de l'exclusion sociale et de la marginalisation, si souvent associé au chômage peut alors être brisé.



Projet Objectif 3

Coordinateur du projet
ASBL Grandir
Flémalle
Mme Sabine Maquet
Fax : +32 4 233 74 29

Durée du projet
Janvier 1995 - décembre 1998

Financement (écus)

Total	26.250 (1995)
FSE	3.500
Public	6.250
Privé	16.500

Résultats

En 1997, 132 enfants ont pu être inscrits à la crèche



Vivre de la mer, c'est très dur. "C'est bon pour ceux qui n'ont rien d'autre", déclare Fátima Ricardo, 42 ans et épouse de pêcheur, qui vit dans une communauté de pêcheurs à 70 kilomètres au sud de Lisbonne.

Fátima et sa famille vivent près de l'estuaire du Rio Sado, à Carrasqueira, où, de mars à septembre, presque toutes les familles pêchent la sole, la seiche et les crustacés. A marée basse, hommes et femmes vont également ramasser les arénicoles pour fabriquer des appâts.

Hormis la pêche, il y a peu de travail dans les environs. Mais désormais, la famille de Ricardo et les autres membres de cette petite communauté envisagent d'autres manières de gagner leur vie.

Un coup de main

Forpescas, le centre de formation professionnelle de l'industrie de la pêche, a mis en place un projet visant à aider les femmes à développer des activités dans d'autres domaines que celui de l'industrie de la pêche. Le projet Medusa, qui a débuté en janvier 1996 et se poursuivra jusqu'en février 1998, fournit suivi et conseils spécialisés à des femmes qui créent une activité commerciale.

"Nous ne réalisons pas les projets à leur place, mais nous les aidons à prendre les initiatives nécessaires pour se lancer", nous confie Vanda Vasconcelos, responsable du projet Medusa. A la mi-1997, le projet apportait son aide à 42 initiatives "féminines", pour la plupart de petits commerces, tels qu'une boucherie, une papeterie et une poissonnerie.

"nous aidons les femmes à prendre les initiatives nécessaires pour se lancer"

La pêche aux nouveaux emplois

Si le projet ne présente aucun élément de formation, il procure une aide spécialisée, principalement sous forme de conseils aux futurs entrepreneurs; il donne un coup de main.

Le projet Medusa est issu d'une initiative des années quatre-vingts. A l'époque, des femmes participaient aux formations de Forpescas. Dans la plupart des cas, elles travaillaient déjà avec leur mari et les formations dispensées par la Forpescas débouchaient sur la "Cédula de Inscriçio Marítima" (Certificat d'enregistrement marin), une qualification officielle reconnue par l'industrie de la pêche. La participation croissante des femmes à ces formations fit apparaître le souhait commun de lancer leur propre affaire, ce qui donna lieu à la création de Medusa. Ce projet existe grâce au financement du Fonds social européen, avec plus des deux tiers du budget qui en provient.

Effets économiques inattendus

"Le style dynamique adopté par certaines femmes, qui rencontraient les autorités portuaires ou le directeur de la banque, a encouragé les hommes à faire de même", explique Vanda Vasconcelos. En d'autres termes, un des effets du projet est que même des groupes non visés ont adopté une approche plus pro-active d'entraide et d'amélioration.

Quant à Fátima Ricardo, elle compte ouvrir un salon de thé : "quelque chose d'agréable et d'accueillant, avec des sandwiches, des gâteaux et des crèmes glacées". Elle prévoit de s'implanter dans un petit centre commercial dont la construction est prévue à Carrasqueira.

Type d'action Objectif 3 financé par l'Objectif 1

Coordinateur du projet
Forpescas
Lisbonne
Mme Vanda Vasconcelos
Fax : + 351 1 301 6482

Durée du projet
mai 1995 - en cours

Financement (écus)

Total	72.980 (par an)
FSE	58.384
Public	14.596

Résultats

Jusqu'à juin 1997, 42 projets individuels de femmes désireuses de créer leur propre entreprise ont reçu le soutien du projet

“Women Friendly Finance” et les femmes entrepreneurs

La région de Dalarna est au cœur d'un projet de formation et de prêts à des femmes disposant d'idées de création d'entreprise mais non des fonds nécessaires. Cofinancé par le FSE dans le cadre de l'Initiative communautaire Emploi-Now, “Women Friendly Finance” utilise la culture entrepreneuriale pour aider les femmes au chômage.

Dans cette région rurale peu urbanisée où les licenciements sont fréquents, les femmes doivent accepter des emplois à temps partiel ou, même, se retrouver au chômage. Grâce à “Women Friendly Finance” elles peuvent redémarrer comme indépendantes. Quinze femmes, de 20 à 55 ans, ont ainsi pu prendre un nouveau départ.

La formation ne suffit pas. Conscient que la formation entrepreneuriale seule ne suffit pas pour créer des emplois, le projet ne se limite pas aux conseils et à la formation nécessaires, il donne aussi accès à des prêts non assortis de garanties financières via le système des Nätverksbanken. L'intégrité personnelle, l'expertise professionnelle et la viabilité des plans d'entreprise servent de garanties subsidiaires et non financières. Comme le souligne Kerstin Eriksson, “ce modèle existe depuis longtemps mais il manquait un réseau global couvrant prêt, éducation, formation, orientation et assistance.”

Des prêts sans garantie
Les Nätverksbanken sont nées d'une coopération entre le Conseil des Travailleurs du Comté et la Fédération locale des Employeurs du Secteur privé. Il bénéficie également d'une aide gouvernementale de 70.100 écus. Les principaux groupes cibles sont des entrepreneurs nécessitant un capital de départ d'environ 6.000 écus pour lancer leur entreprise.

Contrairement aux banques traditionnelles, les Nätverksbanken octroient des prêts permanents à des groupes de cinq femmes. Ce crédit repose sur la solidarité et la responsabilité du groupe. Cela signifie que la banque prête de l'argent au groupe et non aux personnes. C'est le groupe qui décide des projets d'entreprise à sélectionner en premier lieu si le plan d'entreprise subit un examen approfondi. Les autres membres du

groupe ne peuvent recevoir un prêt avant que les premières bénéficiaires aient remboursé une partie de leur emprunt.

En collaboration avec des partenaires italiens, espagnols et de l'Irlande du Nord, le projet étu-

die d'autres modes d'accès au financement. Le fonds permanent est considéré comme un modèle pouvant être appliqué à une plus grande échelle au niveau européen. Les partenaires s'efforcent de convaincre les banques de rejoindre le réseau et de fournir l'appui financier nécessaire.

Du haut des montagnes au fond des vallées

Dans le Dalarna, les femmes ont créé des entreprises très variées : une auberge de jeunesse en montagne, plusieurs petits magasins au service des collectivités, ou une boutique de produits artisanaux pour les touristes. Kerstin Eriksson, responsable du projet, est optimiste quant aux bénéfices à court et à long terme : “le projet a simplifié le processus de création d'entreprise par les femmes. Elles ont bénéficié des services d'un responsable de projet pour les guider, elles s'inspirent mutuellement et ont acquis plus d'assurance... c'est finalement une façon pour elles d'assurer leur indépendance financière et de progresser vers une réelle égalité entre hommes et femmes.”



Projet Emploi-Now

Coordinateur du projet
Women Friendly Finance
Falun
Mme Kerstin Eriksson
Fax : +46 23 938 00

Partenaires du projet
Conseil des Travailleurs
du Comté, Suède
Fédération des Employeurs du
Secteur privé du Dalarna, Suède
Advanced Learning Systems Ltd,
Irlande du Nord
CNA, Italie
Fundación Laboral WWB España,
Espagne

Durée du projet
1995-1998

Financement (écus)

Total	118.574
FSE	55.213
Public	63.361

Participants

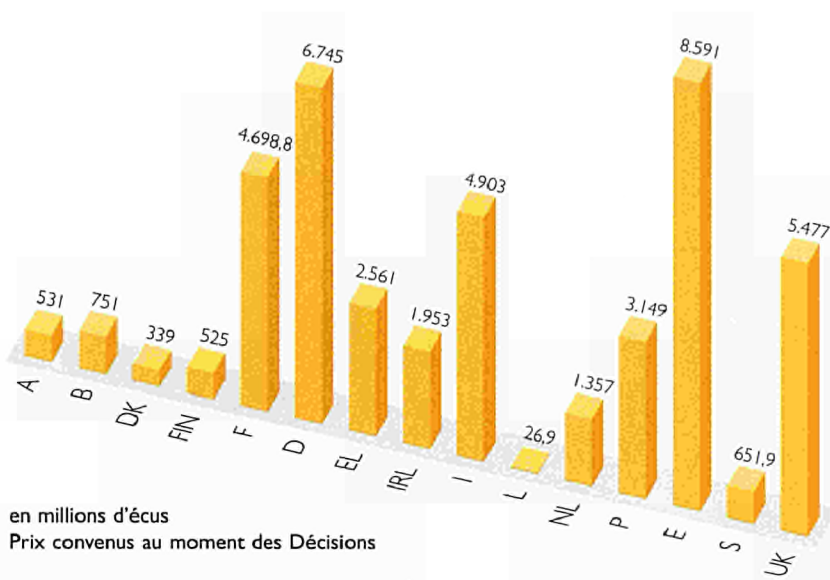
15 femmes entrepreneurs bénéficient d'une aide afin de créer leur micro-entreprise





**Le FSE en
chiffres et
points de
contact
dans l'UE**

Allocation du FSE par Etat membre pour la période 1994-1999 à l'exclusion des Initiatives communautaires

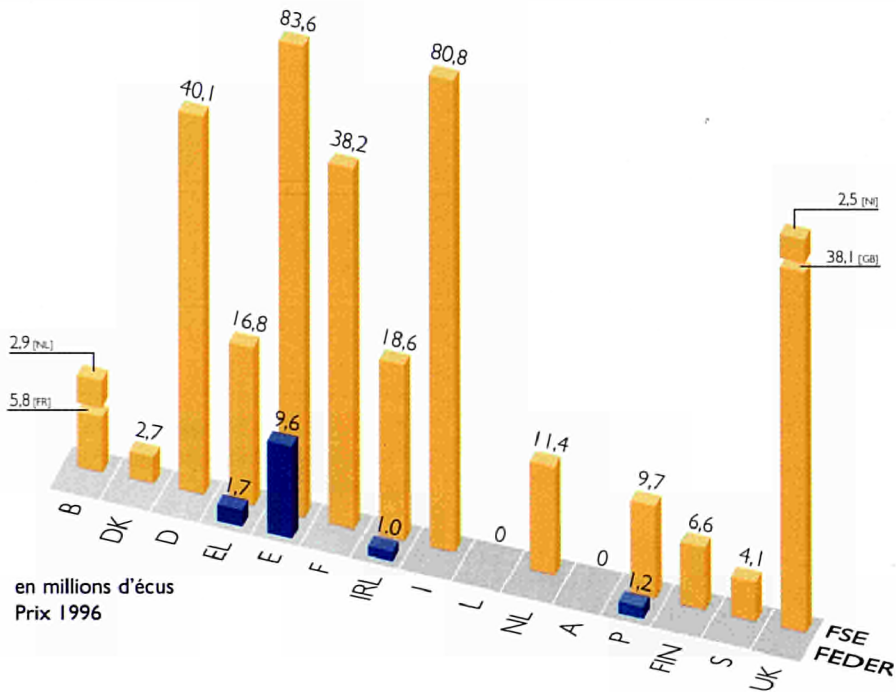


Allocation du FSE par Etat membre au titre de l'Objectif 3 pour la période 1994-1999

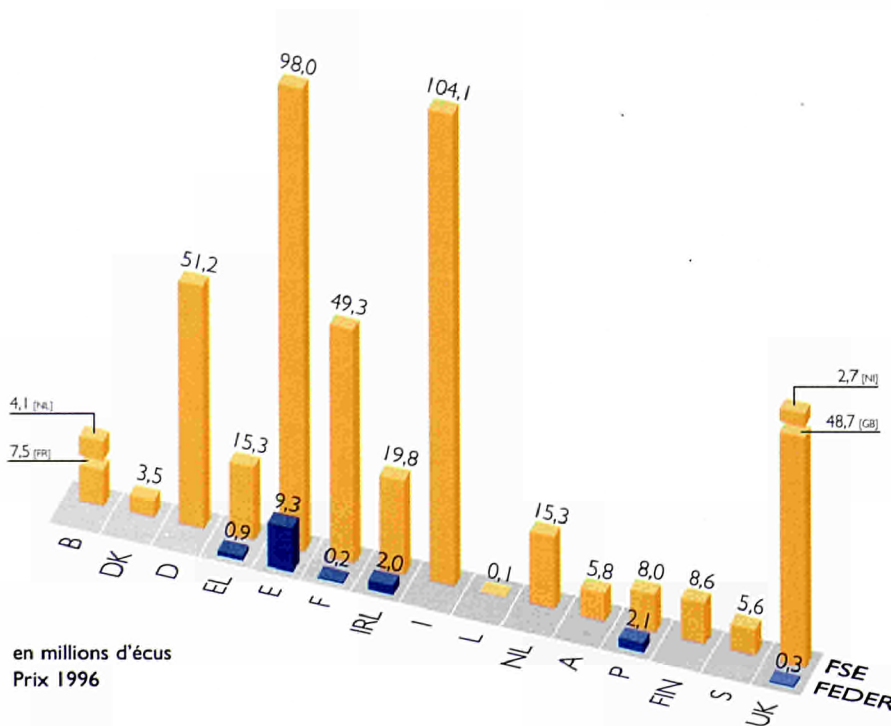


Aucune dotation spécifique au titre de l'Objectif 3 n'est prévue pour les pays entièrement couverts par l'Objectif 1 (Irlande, Grèce et Portugal) qui mènent néanmoins des types d'actions Objectif 3 dans le cadre de l'Objectif 1.

Estimation du budget de l'Initiative communautaire Emploi par Etat membre 1994-1999

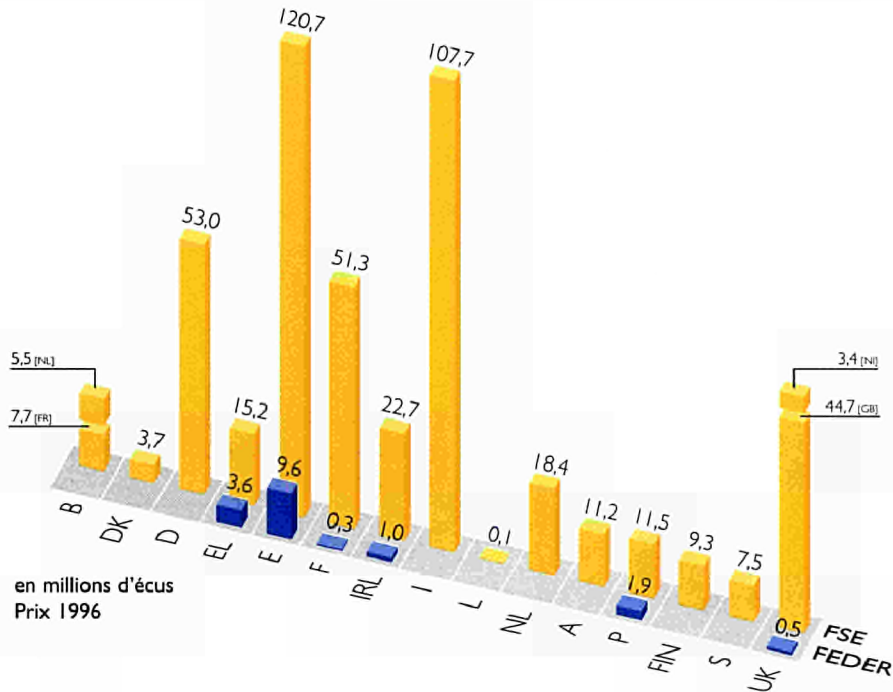


Estimation du budget pour le volet
Integra de l'Initiative communautaire
Emploi

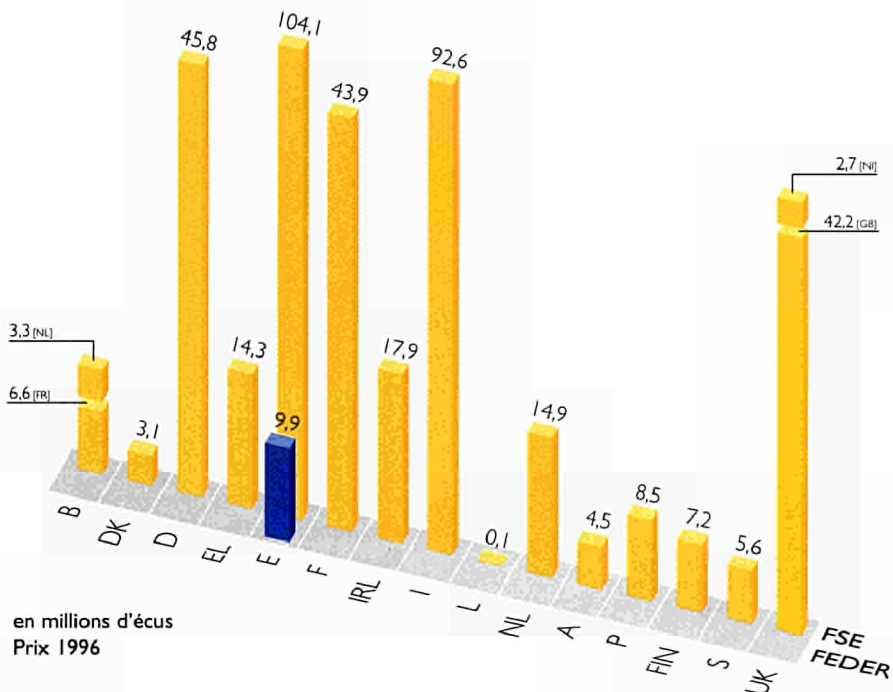


Estimation du budget pour le volet
Now de l'Initiative communautaire
Emploi

Estimation du budget de l'Initiative communautaire Emploi par Etat membre 1994-1999



Estimation du budget pour le volet
Horizon de l'Initiative communautaire
Emploi



Estimation du budget pour le volet
Youthstart de l'Initiative communautaire
Emploi

Points de contact FSE

Missions du FSE – points de contact dans l'Union européenne

België/Belgique

Administration fédérale

Ministère de l'Emploi et du Travail/Ministerie van

Tewerkstelling en Arbeid

Rue Belliard 53 / Belliardstraat 53

B-1040 Bruxelles - 1040 Brussel

Tel.: +(32-2) 233 46 91

Fax: +(32-2) 233 47 38

Communauté française

Cellule FSE

WTC Tour 1, 14^e étage

Bld. E. Jacqmain, 162, Bte 16

B-1210 Bruxelles

Tel.: +(32-2) 207 75 38 / 40 /16 / 17

Fax: +(32-2) 203 03 45

Communauté flamande

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Europese Sociale Zaken

Markiesstraat 1

B-1000 Brussel

Tel.: +(32-2) 507 44 24

Fax: +(32-2) 507 44 25

Communauté germanophone

FOREM

Deutschsprachige Gemeinschaft

Klötzerbahn, 32

B-4700 Eupen

Tel.: +(32-87) 74 21 80

Fax: +(32-87) 55 70 85

Bruxelles

ORBEM

Bld Anspach, 65 / Anspachlaan 65

B-1000 Bruxelles / Brussel

Tel.: +(32-2) 505 14 11

Fax: +(32-2) 511 30 52

Danmark

Arbejdsministeriet

Socialfondssektionen

Holmens Kanal 20

DK-1060 Denmark

Tel.: +(45-33) 92 59 00

Fax: +(45-33) 12 13 78

Deutschland

Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung

Referat VIIa 3

Rochusstraße 1

D-531 23 Bonn

Tel.: +(49-228) 527 27 16

Fax: +(49-228) 527 12 09

Ellada

ESF Mission

Ministry of Labour

Peiraios 40

GR-10182 Athens

Tel.: +(30-1) 524 98 63

Fax: +(30-1) 524 19 77

España

U.A.F.S.E.

Pío Baroja 6

E-28071 Madrid

Tel.: +(34-1) 574 69 03

Fax: +(34-1) 574 16 01

France

Département FSE et programmes communautaires

Ministère de l'emploi et de la

solidarité

Square Marc Hymans 7

F-75741 Paris Cedex 15

Tel.: +(33-1) 44 38 30 01

Fax: +(33-1) 44 38 34 13

Ireland

Department of Enterprise and Employment

ESF Mission

Adelaide Road 65a

IRL-Dublin 2

Tel.: +(353-1) 664 44 44

Fax: +(353-1) 676 48 52

Italia

Ministero del Lavoro e della

Previdenza Sociale

Missione FSE

Ufficio Centrale OFPL

Vicolo d'Aste 12 -

I-00159 Roma

Tel.: +(39-6) 46 831

Fax: +(39-6) 43 58 85 45

Luxembourg

Ministère du Travail et de l'emploi

Mission FSE

rue Zithe 26

L-2939 Luxembourg

Tel.: +(352) 478 61 12

Fax: +(352) 478 63 25

Nederland

Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheit

Directie Arbeidsmark

Afdeling AAB

Postbus 90801

Anna van Hannoverstraat 4

NL-2505 LV Den Haag

Tel.: +(31-70) 333 48 69

Fax: +(31-70) 333 40 07

Österreich

Bundesministerium für Arbeit und Soziales

Abteilung III - ESF

Stubenring 1

A-1010 Wien

Tel.: +(43-1) 711 00 64 34

Fax: +(43-1) 711 00 60 49

Portugal

Comité de Coordenação do FSE

Avda. da República 90-2^oE

P-1050 Lisboa

Tel.: +(351-1) 795 70 81/4

Fax: +(351-1) 795 76 48

Suomi

Ministry of Labour

ESR-toiminnasta vastaava johtaja

PO BOX 524

FIN-00101 Helsinki

Tel.: +(358-9) 18 56 79 34

Fax: +(358-9) 18 56 89 98

Sverige

Arbetsmarknadsnheten

Arbetsmarknadsdepartementet

S-10333 Stockholm

Tel.: +(46-8) 405 10 00

Fax: +(46-8) 209 859

United Kingdom

Department of Employment

European Communities Branch -

Level 1

ESF Unit

Caxton House

Tothill Street

UK-London SW1H 9NF

Tel.: +(44-171) 273 30 00

Fax: +(44-171) 278 33 09

Northern Ireland

Training & Employment Agency

Clarendon House

Adelaide Street 9-21

UK-Belfast BT2 8DJ

Tel.: +(44-1232) 54 16 48

Fax: +(44-1232) 54 15 47

Structures nationales d'appui – points de contact pour le volet Now de l'Initiative communautaire Emploi

België

Ms. Katty DE LOOF
Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap - EWBL / Afdeling Europa
Werkgelegenheid
Markiesstraat 1
B-1000 BRUSSEL
Tel. : +(32 2) 507 44 24
Fax : +(32 2) 507 44 25
Email : ludwig.fonck@vlaanderen.be

Belgique

Ms. Jenny CHARLIER
Cellule FSE
WTC Tour 1, 14° étage, Bld. E. Jacquemain 162, Bte. 16
B-1210 BRUXELLES
Tel. : +(32.2) 207.76.41
Fax : +(32.2) 203.03.45
Email : fse@mail.interpac.be

Danmark

Ms. Karin NORRIS
AMS - National Labour Market Authority
Blegdamsvej 56
DK-2100 KØBENHAVN Ø
Tel. : +(45) 35.28.81.00
Fax : +(45) 33.14.71.76
Email : kno@ams.dk

Deutschland

Ms. Sibylle HONNEF
Tel. : +(49.228) 985.99.10
Ms. Kirsten FROHNERT
Tel. : +(49.228) 985.99.22
Europabüro für Projektbegleitung
Endenicher Strasse 125
D-53115 BONN
Fax : +(49.228) 985.99.80

Ellada

Ms. Chryssa TAMBAKAKOU
Ethniko Instituto Ergasias - EIE
6-8 Kosti Palama and Galatsiou Avenue
GR-11141 ATHINAI
Tel. : +(30.1) 228.51.33
Fax : +(30.1) 228.51.22
Email : nli@itel.gr
Internet : www.eie.org.gr

España

Ms. Lourdes GARCIA
Instituto de la Mujer
Almagro 36
E-28010 MADRID
Tel. : +(34.1) 347.79.75
Fax : +(34.1) 347.80.73
Email : Ngomariz@mtas.es

France

Ms. Vicki DONLEVY
RACINE
73-77, rue Pascal
FR-75013 PARIS
Tel. : +(33.1) 44.08.65.10
Fax : +(33.1) 44.08.65.11
Email : info@racine.asso.fr
Internet : www.racine.asso.fr

Ireland

Ms. Patricia LEE
National Women's Council of Ireland
Lower Ground Floor, 16/20
Cumberland St South
IRL-2 DUBLIN
Tel. : +(353.1) 661.52.68
Fax : +(353.1) 676.08.60
Email : now@iol.ie

Italia

Mr. Giovanni VERNA
CONSEDIN
Via del Tritone 169
I-00187 ROMA
Tel. : +(39.6) 69.20.03.03
Fax : +(39.6) 678.69.10
Email : consedin@iol.it

Ms. Claude CATTAN
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.36
Fax : +(39.6) 44.59.04.42
Email : isfol.now@iol.it
Internet : www.isfol.it

Ms. Olga TURRINI
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.16
Fax : +(39.6) 44.59.04.21
Email : isfol.now@iol.it
Internet : www.isfol.it

Luxembourg

Ms. Anne Marie KAISER
ACORD International s.a.
10, Av. de la Faïencerie
L-1510 LUXEMBOURG
Tel. : +(352) 333.35.57
Fax : +(352) 33.28.88

Nederland

Mr. Dik KARSTEN
Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid - BUESI
Anna van Hannoverstraat 4
NL-2509 LV DEN HAAG
Tel. : +(31.70) 333.43.56
Fax : +(31.70) 333.40.48
Email : T.W.C.M.KARSTEN@minszw.unisource.nl

Österreich

Ms. Elke BENEKE
G.I.P. - Gemeinschaftsinitiativen und Programme der EU
Karl Schweighofergasse 1/5
A-1070 WIEN
Tel. : +(43.1) 524.73.70.11
Fax : +(43.1) 524.73.70.20
Email : ademploi@ping.at

Portugal

Ms. Ana VALE
Ms. Eduarda KAIZELER
GICEA
Av. da República 62 - 7º
P-1050 LISBOA
Tel. : +(351.1) 796.93.61
Fax : +(351.1) 793.39.20
Internet : www.gicea.min-qemp.pt

Suomi

Ms. Varpu WEIJOLA
Ministry of Labour
PO Box 524
FIN-00101 HELSINKI
Tel. : +(358.9) 18.56.90.81
Fax : +(358.9) 18.56.90.50

Sverige

Ms. Ulla-Karin KINELL
Tel. : +(46.8) 453.72.20
Ms. Eva LOFTSSON
Tel. : +(46.8) 453.72.25
Mr. Christian RÅBERGH
Tel. : +(46.8) 453.72.19
The Swedish EU Programme Office
Kungsgatan 8, 3rd floor - BOX 7785
S-10396 STOCKHOLM
Fax : +(46.8) 453.72.01
Internet : www.eupro.se

United Kingdom

Ms. Rachel BRACKWELL
ECOTEC
Priestley House, 28-34 Albert Street
GB-B4 7UD BIRMINGHAM
Tel. : +(44.121) 616.36.60
Fax : +(44.121) 616.36.80
Email : employment@ecotec.co.uk
UK Northern Ireland
Mr. Michael HEGARTY
PROTEUS
Edgewater Office Road,
8 Edgewater Road
GB-BT3 9JQ BELFAST
Tel. : +(44.1232) 37.10.23
Fax : +(44.1232) 37.10.24
Email : cini@proteus-ni.org
Internet : www.proteus-ni.org

Assistance technique au niveau communautaire

Gerhard WELBERS
EUROPS
2/3 Place du Luxembourg
B - 1050 Brussels
Tel. : + (32.2) 511.15.10
Fax : + (32.2) 511.19.60
Email : adapt@europas.be

Structures nationales d'appui – points de contact pour le volet Integra de l'Initiative communautaire Emploi

België

Mr. Ludwig FONCK
Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap - EWBL / Afdeling Europa
Werkgelegenheid
Markiesstraat 1
B-1000 BRUSSEL
Tel. : +(32 2) 507.44.28
Fax : +(32 2) 507.44.25
Email : ludwig.fonck@vlaanderen.be

Belgique

Ms. Jenny CHARLIER
Cellule FSE
WTC Tour 1, 14^e étage,
Bld. E. Jacqmain 162, Bte. 16
B-1210 BRUXELLES
Tel. : +(32.2) 207.76.41
Fax : +(32.2) 203.03.45
Email : fse@mail.interpac.be

Danmark

Mr. Peter SANDERHOFF
Socialministeriet
Holmens Kanal 22
DK-1060 KØBENHAVN Ø
Tel. : +(45) 33.92.93.00
Fax : +(45) 33.93.25.18
Email : DPPSA@SM.DK

Deutschland

Ms. Sibylle HONNEF
Tel. : +(49.228) 985.99.10
Mr. Ulrich FÖRSTER
Tel. : +(49.228) 985.99.21
Europabüro für Projektbegleitung
Endenicher Strasse 125
D-53115 BONN
Fax : +(49.228) 985.99.80

Ellada

Ms. Athanasie PIPERGIA
Ethniko Instituto Ergasias - EIE
6-8 Kosti Palama and Galatsiou Avenue
GR-11141 ATHINAI
Tel. : +(30.1) 228.51.33
Fax : +(30.1) 228.51.22
Email : nli@itel.gr
Internet : www.eie.org.gr

España

Mr. José DE SANTIAGO
INSERSO
Jinzo De Limia 58
E-28034 MADRID
Tel. : +(34.1) 347.86.32
Fax : +(34.1) 347.85.95

France

Ms. Marie Christine PALICOT
RACINE
73-77, rue Pascal
FR-75013 PARIS
Tel. : +(33.1) 44.08.65.10
Fax : +(33.1) 44.08.65.11
Email : info@racine.asso.fr
Internet : www.racine.asso.fr

Ireland

Mr. Tom RONAYNE
Work Research Co-Operative
4 Lower Ormond Quay
IRL-1 DUBLIN
Tel. : +(353.1) 872.31.00
Fax : +(353.1) 872.38.40
Email : Wrc@iol.ie

Italia

Mr. Giovanni VERNA
CONSEDIN
Via del Tritone 169
I-00187 ROMA
Tel. : +(39.6) 69.20.03.03
Fax : +(39.6) 678.69.10
Email : consedin@iol.it

Ms. Alessandra FELICE
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.20
Fax : +(39.6) 44.59.04.21
Email : isfol.horizon@iol.it
Internet : www.isfol.it

Ms. Olga TURRINI
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.16
Fax : +(39.6) 44.59.04.21
Email : isfol.horizon@iol.it
Internet : www.isfol.it

Luxembourg

Ms. Anne Marie KAISER
ACORD International s.a.
10, Av. de la Faiencerie
L-1510 LUXEMBOURG
Tel. : +(352) 333.35.57
Fax : +(352) 33.28.88

Nederland

Mr. Dik KARSTEN
Ministerie van Sociale Zaken en
Werkgelegenheid - BUESI
Anna van Hannoverstraat 4
NL-2509 LV DEN HAAG
Tel. : +(31.70) 333.43.56
Fax : +(31.70) 333.40.48
Email : T.W.C.M.KARSTEN@minszw.unisource.nl

Österreich

Ms. Elke BENEKE
G.I.P. - Gemeinschaftsinitiativen und
Programme der EU
Karl Schweighofergasse 1/5
A-1070 WIEN
Tel. : +(43.1) 524.73.70.11
Fax : +(43.1) 524.73.70.20
Email : ademploi@ping.at

Portugal

Ms. Aurora FARINHA
Ms. Ana VALE
GICEA
Av. da República 62 - 7^o
P-1050 LISBOA
Tel. : +(351.1) 796.93.61
Fax : +(351.1) 793.39.20
Internet : www.gicea.min-qemp.pt

Suomi

Mr. Antti HUMMASTI
Ministry of Labour
PO Box 524
FIN-00101 HELSINKI
Tel. : +(358.9) 18.56.90.85
Fax : +(358.9) 18.56.90.50

Sverige

Ms. Ulla-Karin KINELL
Tel. : +(46.8) 453.72.20
Ms. Eva LOFTSSON
Tel. : +(46.8) 453.72.25
Mr. Christian RÅBERGH
Tel. : +(46.8) 453.72.19
The Swedish EU Programme Office
Kungsgatan 8, 3rd floor - BOX 7785
S-10396 STOCKHOLM
Fax : +(46.8) 453.72.01
Internet : www.eupro.se

United Kingdom

Ms. Fiona BATES
ECOTEC
Priestley House, 28-34 Albert Street
UK-B4 7UD BIRMINGHAM
Tel. : +(44.121) 616.36.60
Fax : +(44.121) 616.36.80
Email : employment@ecotec.co.uk
UK Northern Ireland
Mr. Michael HEGARTY
PROTEUS
Edgewater Office Road,
8 Edgewater Road
UK-BT3 9JQ BELFAST
Tel. : +(44.1232) 37.10.23
Fax : +(44.1232) 37.10.24
Email :cini@proteus-ni.org
Internet : www.proteus-ni.org

Assistance technique au niveau communautaire

Gerhard WELBERS
EUROPS
2/3 Place du Luxembourg
B - 1050 Brussels
Tel. : + (32.2) 511.15.10
Fax : + (32.2) 511.19.60
Email : adapt@europs.be

Structures nationales d'appui – points de contact pour le volet Youthstart de l'Initiative communautaire Emploi

België

Mr. Ludwig FONCK
Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap - EWBL / Afdeling Europa
Werkgelegenheid
Markiesstraat 1
B-1000 BRUSSEL
Tel. : +(32 2) 507.44.28
Fax : +(32 2) 507.44.25
Email : ludwig.fonck@vlaanderen.be

Belgique

Ms. Jenny CHARLIER
Cellule FSE
WTC Tour 1, 14^e étage,
Bld. E. Jacqmain 162, Bte. 16
B-1210 BRUXELLES
Tel. : +(32.2) 207.76.41
Fax : +(32.2) 203.03.45
Email : fse@mail.interpac.be

Danmark

Mr. Benny DYLANDER
Ms. Lone KAPLAN
ACIU
Hesseløgade 16
DK-2100 KØBENHAVN Ø
Tel. : +(45) 39.27.19.22
Fax : +(45) 39.27.22.17
Email : aciudk@inet.uni-c.dk
Internet : www.aciu.dk

Deutschland

Ms. Sibylle HONNEF
Tel. : +(49.228) 985.99.10
Mr. Ekkehard HÖLLEIN
Tel. : +(49.228) 985.99.51
Europabüro für Projektbegleitung
Endenicher Strasse 125
D-53115 BONN
Fax : +(49.228) 985.99.80

Ellada

Ms. Anna YANNOPOULOU
Ethniko Instituto Ergasias - EIE
6-8 Kosti Palama and Galatsiou Avenue
GR-11141 ATHINA
Tel. : +(30.1) 228.51.33
Fax : +(30.1) 228.51.22
Email : nli@itel.gr
Internet : www.eie.org.gr

España

Ms. Luisa NÚÑEZ
U.A.F.S.E. - Estructura de Apoyo
Youthstart
C/ Pío Baroja 6
E-28009 MADRID
Tel. : +(34.1) 409.09.41
Fax : +(34.1) 574.96.02

France

Mr. Philippe LE GUEN
RACINE
73-77, rue Pascal
FR-75013 PARIS
Tel. : +(33.1) 44.08.65.10
Fax : +(33.1) 44.08.65.11
Email : info@racine.asso.fr
Internet : www.racine.asso.fr

Ireland

Ms. Bernie McDONNELL
Technical Support Unit Employment
Youthstart
Dominick Court 41
Dominick Street Lower
IRL-1 DUBLIN
Tel. : +(353.1) 873.31.99
Fax : +(353.1) 878.22.53
Email : nyci@aonad.iol.ie

Italia

Mr. Giovanni VERNA
CONSEDIN
Via del Tritone 169
I-00187 ROMA
Tel. : +(39.6) 69.20.03.03
Fax : +(39.6) 678.69.10
Email : consedin@iol.it

Ms. Patricia PAGOTO
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.06
Fax : +(39.6) 44.59.04.21
Email : isfol.youthstart@iol.it
Internet : www.isfol.it

Ms. Olga TURRINI
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.16
Fax : +(39.6) 44.59.04.21
Email : isfol.youthstart@iol.it
Internet : www.isfol.it

Luxembourg

Ms. Anne Marie KAISER
ACORD International s.a.
10, Av. de la Faïencerie
L-1510 LUXEMBOURG
Tel. : +(352) 333.35.57
Fax : +(352) 33.28.88

Nederland

Mr. Dik KARSTEN
Ministerie van Sociale Zaken en
Werkgelegenheid - BUESI
Anna van Hannoverstraat 4
NL-2509 LV DEN HAAG
Tel. : +(31.70) 333.43.56
Fax : +(31.70) 333.40.48
Email : T.W.C.M.KARSTEN@minszw.unisource.nl

Österreich

Ms. Elke BENEKE
G.I.P. - Gemeinschaftsinitiativen und
Programme der EU
Karl Schweighofergasse 1/5
A-1070 WIEN
Tel. : +(43.1) 524.73.70.11
Fax : +(43.1) 524.73.70.20
Email : ademploi@ping.at

Portugal

Ms. Ana VALE
Ms. Teresa SABIDO COSTA
GICEA
Av. da República 62 - 7^a
P-1050 LISBOA
Tel. : +(351.1) 796.93.61
Fax : +(351.1) 793.39.20
Internet : www.gicea.min-qemp.pt

Suomi

Ms. Riitta KANGASHARJU
Ministry of Labour
PO Box 524
FIN-00101 HELSINKI
Tel. : +(358.9) 18.56.90.82
Fax : +(358.9) 18.56.90.50

Sverige

Ms. Ulla-Karin KINELL
Tel. : +(46.8) 453.72.20
Ms. Eva LOFTSSON
Tel. : +(46.8) 453.72.25
Mr. Christian RÅBERGH
Tel. : +(46.8) 453.72.19
The Swedish EU Programme Office
Kungsgatan 8, 3rd floor - BOX 7785
S-10396 STOCKHOLM
Fax : +(46.8) 453.72.01
Internet : www.eupro.se

United Kingdom

Ms. Joanne MOORE
ECOTEC
Priestley House, 28-34 Albert Street
UK-B4 7UD BIRMINGHAM
Tel. : +(44.121) 616.36.60
Fax : +(44.121) 616.36.80
Email : employment@ecotec.co.uk
UK Northern Ireland
Mr. Michael HEGARTY
PROTEUS
Edgewater Office Road,
8 Edgewater Road
UK-BT3 9JQ BELFAST
Tel. : +(44.1232) 37.10.23
Fax : +(44.1232) 37.10.24
Email : cini@proteus-ni.org
Internet : www.proteus-ni.org

Assistance technique au niveau communautaire

Gerhard WELBERS
EUROPS
2/3 Place du Luxembourg
B - 1050 Brussels
Tel. : + (32.2) 511.15.10
Fax : + (32.2) 511.19.60
Email : adapt@europ.be

Structures nationales d'appui – points de contact pour le volet Horizon de l'Initiative communautaire Emploi

België

Mr. Ludwig FONCK
Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap - EWBL / Afdeling Europa
Werkgelegenheid
Markiesstraat 1
B-1000 BRUSSEL
Tel. : +(32 2) 507.44.28
Fax : +(32 2) 507.44.25
Email : ludwig.fonck@vlaanderen.be

Belgique

Ms. Jenny CHARLIER
Cellule FSE
WTC Tour 1, 14^e étage,
Bld. E. Jacqmain 162, Bte. 16
B-1210 BRUXELLES
Tel. : +(32.2) 207.76.41
Fax : +(32.2) 203.03.45
Email : fse@mail.interpac.be

Danmark

Mr. Peter SANDERHOFF
Socialministeriet
Holmens Kanal 22
DK-1060 KØBENHAVN Ø
Tel. : +(45) 33.92.93.00
Fax : +(45) 33.93.25.18
Email : DPPSA@SM.DK

Deutschland

Ms. Sibylle HONNEF
Tel. : +(49.228) 985.99.10
Mr. Matthias MOZDZANOWSKI
Tel. : +(49.228) 985.99.53
Europabüro für Projektbegleitung
Endenicher Strasse 125
D-53115 BONN
Fax : +(49.228) 985.99.80

Ellada

Ms. Athanasie PIPERGIA
Ethniko Instituto Ergasias - EIE
6-8 Kosti Palama and Galatsiou Avenue
GR-11141 ATHINAI
Tel. : +(30.1) 228.51.33
Fax : +(30.1) 228.51.22
Email : nli@itel.gr
Internet : www.eie.org.gr

España

Mr. José DE SANTIAGO
INSERSO
Jinzo De Limia 58
E-28034 MADRID
Tel. : +(34.1) 347.86.32
Fax : +(34.1) 347.85.95

France

Ms. Fernanda MORA
RACINE
73-77, rue Pascal
FR-75013 PARIS
Tel. : +(33.1) 44.08.65.10
Fax : +(33.1) 44.08.65.11
Email : info@racine.asso.fr
Internet : www.racine.asso.fr

Ireland

Mr. John PHELAN
National Rehabilitation Board
25 Clyde Road
IRL-4 DUBLIN
Tel. : +(353.1) 668.41.81
Fax : +(353.1) 660.04.21
Email : nrbhds@aonad.iol.ie

Italia

Mr. Giovanni VERNA
CONSEDIN
Via del Tritone 169
I-00187 ROMA
Tel. : +(39.6) 69.20.03.03
Fax : +(39.6) 678.69.10
Email : consedin@iol.it
Ms. Claudia MONTEDORO
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.31
Fax : +(39.6) 44.59.04.21
Email : isfol.horizon@iol.it
Internet : www.isfol.it
Ms. Olga TURRINI
ISFOL
Via G.B. Morgagni 30/E
I-00161 ROMA
Tel. : +(39.6) 44.59.04.16
Fax : +(39.6) 44.59.04.21
Email : isfol.horizon@iol.it
Internet : www.isfol.it

Luxembourg

Ms. Anne Marie KAISER
ACORD International s.a.
10, Av. de la Faïencerie
L-1510 LUXEMBOURG
Tel. : +(352) 333.35.57
Fax : +(352) 33.28.88

Nederland

Mr. Dik KARSTEN
Ministerie van Sociale Zaken en
Werkgelegenheid - BUESI
Anna van Hannoverstraat 4
NL-2509 LV DEN HAAG
Tel. : +(31.70) 333.43.56
Fax : +(31.70) 333.40.48
Email : T.W.C.M.KARSTEN@minszw.unisource.nl

Österreich

Ms. Elke BENEKE
G.I.P. - Gemeinschaftsinitiativen und
Programme der EU
Karl Schweighofergasse 1/5
A-1070 WIEN
Tel. : +(43.1) 524.73.70.11
Fax : +(43.1) 524.73.70.20
Email : ademploi@ping.at

Portugal

Ms. Ana VALE
Mr. Carlos NUNES
GICEA
Av. da República 62 - 7^o
P-1050 LISBOA
Tel. : +(351.1) 796.93.61
Fax : +(351.1) 793.39.20
Internet : www.gicea.min-qemp.pt

Suomi

Mr. Antti HUMMASTI
Ministry of Labour
PO Box 524
FIN-00101 HELSINKI
Tel. : +(358.9) 18.56.90.85
Fax : +(358.9) 18.56.90.50

Sverige

Ms. Ulla-Karin KINEL
Tel. : + (46.8) 453.72.20
Ms. Eva LOFTSSON
Tel. : +(46.8) 453.72.25
Mr. Christian RÅBERGH
Tel. : +(46.8) 453.72.19
The Swedish EU Programme Office
Kungsgatan 8, 3rd floor - BOX 7785
S-10396 STOCKHOLM
Fax : +(46.8) 453.72.01
Internet : www.euopro.se

United Kingdom

Ms. Jane SIDAWAY
ECOTEC
Priestley House, 28-34 Albert Street
UK-B4 7UD BIRMINGHAM
Tel. : +(44.121) 616.36.60
Fax : +(44.121) 616.36.80
Email : employment@ecotec.co.uk
UK Northern Ireland
Mr. Michael HEGARTY
PROTEUS
Edgewater Office Road,
8 Edgewater Road
UK-BT3 9JQ BELFAST
Tel. : +(44.1232) 37.10.23
Fax : +(44.1232) 37.10.24
Email :cini@proteus-ni.org
Internet : www.proteus-ni.org

Assistance technique au niveau communautaire

Gerhard WELBERS
EUROPS
2/3 Place du Luxembourg
B - 1050 Brussels
Tel. : + (32.2) 511.15.10
Fax : + (32.2) 511.19.60
Email : adapt@europs.be



Commission européenne

Promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes – exemples de projets FSE

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1998 – 52 pp. – 21,0 x 29,7 cm

ISBN 92-828-2965-0

Prix au Luxembourg (TVA exclue): ECU 15



BELGIQUE/BELGIË

Moniteur belge/Belgisch Staatsblad

Rue de Louvain 40-42/
Leuvenseweg 40-42
B-1000 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 552 22 11
Fax (32-2) 511 01 84

Jean De Lannoy

Avenue du Roi 202/
Koningslaan 202
B-1060 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 538 51 69
Fax (32-2) 538 08 41
E-mail: jean.de.lannoy@infoboard.be

Librairie européenne/Europese Boekhandel

Rue de la Loi 244/
Wetstraat 244
B-1040 Bruxelles/Brussel
Tél. (32-2) 295 26 39
Fax (32-2) 735 08 60

DANMARK

J. H. Schultz Information A/S

Herstedvang 10-12
DK-2620 Albertslund
Tlf. (45) 43 63 23 00
Fax (45) 43 63 19 69
E-mail: schultz@schultz.dk
URL: www.schultz.dk

DEUTSCHLAND

Bundesanzeiger Verlag

Breite Straße 78-80
Postfach 10 05 34
D-50667 Köln
Tel. (49-221) 20 29-0
Fax (49-221) 20 29 278

Nur für Veröffentlichungen des Gerichtshofes

Carl Heymanns Verlag KG

Luxemburger Strasse 449
D-50939 Köln
Tel. (49-221) 94 373-0
Fax (49-221) 94 373-901

GREECE/ΕΛΛΑΔΑ

G.C. Eleftheroudakis SA

International Bookstore
Panepistimiou 17
GR-105 64 Athens
Tel. (30-1) 331 41 80/1/2/3
Fax (30-1) 323 98 21
E-mail: elebooks@netor.gr

ESPAÑA

Mundí Prensa Libros, SA

Castelló, 37
E-28001 Madrid
Tel. (34-1) 431 33 99/431 32 22
Fax (34-1) 575 39 98
E-mail: mundiprensa@tsai.es
URL: www.tsai.es/mprensa

Boletín Oficial del Estado

Trafalgar, 27-29
E-28071 Madrid
Tel. (34-1) 538 22 95 (Libros)/
384 17 15 (Suscripciones)
Fax (34-1) 538 23 49 (Libros)/
384 17 14 (Suscripciones)
URL: www.boe.es

Mundí Prensa Barcelona

Consell de Cent, 391
E-08009 Barcelona
Tel. (34-3) 488 34 92
Fax (34-3) 487 76 59

FRANCE

Journal officiel

Service des publications des CE
26, rue Desaix
F-75727 Paris Cedex 15
Tél. (33-1) 40 58 77 01/31
Fax (33-1) 40 58 77 00

IRELAND

Government Supplies Agency

Publications Section
4-5 Harcourt Road
Dublin 2
Tel. (353-1) 661 31 11
Fax (353-1) 475 27 60

ITALIA

Licosa SpA

Via Duca di Calabria, 1/1
Casella postale 552
I-50125 Firenze
Tel. (39-55) 64 54 15
Fax (39-55) 64 12 57
E-mail: licosa@ftbccc.it
URL: icd382.cilea.it/Virtual_Library/biblio/vetrina/
licosa/t1.htm

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Messageries du livre Sarl

5, rue Raiffeisen
L-2411 Luxembourg
Tél. (352) 40 10 20
Fax (352) 490 661
E-mail: mdl@pt.lu

Abonnements:

Messageries Paul Kraus

11, rue Christophe Plantin
L-2339 Luxembourg
Tél. (352) 499 88 88
Fax (352) 499 888 444
E-mail: mpk@pt.lu
URL: www.mpk.lu

NEDERLAND

SDU Servicecentrum Uitgevers

Christoffel Plantijnstraat 2
Postbus 20014
2500 EA 's-Gravenhage
Tel. (31-70) 378 98 80
Fax (31-70) 378 97 83
E-mail: sdu@sdu.nl
URL: www.sdu.nl.

ÖSTERREICH

Manz'sche Verlags- und Universitäts-

buchhandlung GmbH

Siebenbrunnengasse 21
Postfach 1
A-1050 Wien
Tel. (43-1) 53 161 334 / 340
Fax (43-1) 53 161 339
E-mail: auslieferung@manz.co.at
URL: www.austria.EU.net:81/manz

PORTUGAL

Imprensa Nacional-Casa da Moeda, EP

Rua Marquês de Sá da Bandeira, 16 A
P-1050 Lisboa Codex
Tel. (351-1) 353 03 99
Fax (351-1) 353 02 94/384 01 32

Distribuidora de Livros Bertrand Ld.*

Rua das Terras dos Vales, 4 A
Apartado 60037
P-2701 Amadora Codex
Tel. (351-1) 495 90 50/495 87 87
Fax (351-1) 496 02 55

SUOMI/FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa /

Akademiska Bokhandeln
Pohjoisesplanadi 39/
Norra esplanaden 39
PL/PB 128
FIN-00101 Helsinki/Helsingfors
Tel. (358-9) 121 41
Fax (358-9) 121 44 35
E-mail: akatilaus@stockmann.mailnet.fi
URL: booknet.cuitnet.fi/aka/index.htm

SVERIGE

BTJ AB

Traktorvägen 11
PO Box 200
S-22100 Lund
Tel. (46-46) 18 00 00
Fax (46-46) 18 01 25
E-mail: btj_tc@mail.btj.se
URL: www.btj.se/media/eu

UNITED KINGDOM

The Stationery Office Ltd

(Agency Section)

51, Nine Elms Lane
London SW8 5DR
Tel. (44-171) 873 9090
Fax (44-171) 873 8463
URL: www.the-stationery-office.co.uk

ICELAND

Bokabud Larusar Blöndal

Skólavörðustíg, 2
IS-101 Reykjavík
Tel. (354) 55 15 650
Fax (354) 55 25 560

NORGE

NIC Info A/S

Østenjovøien 18
Boks 6512 Etterstad
N-0606 Oslo
Tel. (47-22) 97 45 00
Fax (47-22) 97 45 45

SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA

OSEC

Stempelbachstraße 85
CH-8035 Zürich
Tel. (41-1) 365 53 15
Fax (41-1) 365 54 11
E-mail: urs.leimbacher@ecs.osec.inet.ch
URL: www.osec.ch

ČESKÁ REPUBLIKA

NIS CR - prodejna

Konviktská 5
CZ-113 57 Praha 1
Tel. (42-2) 24 22 94 33
Fax (42-2) 24 22 94 33
E-mail: nkposp@dec.nis.cz
URL: www.nis.cz

CYPRUS

Cyprus Chamber Of Commerce & Industry

38, Grivas Digenis Ave
Mail orders:
PO Box 1455
CY-1509 Nicosia
Tel. (357-2) 44 95 00/46 23 12
Fax (357-2) 361 044
E-mail: cy1691_eic_cyprus@vans.infonet.com

MAGYARORSZÁG

Euro Info Service

Európa Ház
Margitsziget
PO Box 475
H-1396 Budapest 62
Tel. (36-1) 11 16 061/11 16 216
Fax (36-1) 302 50 35
E-mail: euroinfo@mail.matav.hu
URL: www.euroinfo.hu/index.htm

MALTA

Miller Distributors Ltd

Malta International Airport
PO Box 25
LQA 05 Malta
Tel. (356) 66 44 88
Fax (356) 67 67 99

POLSKA

Ars Polona

Krakowskie Przedmiescie 7
Skr. pocztowa 1001
PL-00-950 Warszawa
Tel. (48-2) 26 12 01
Fax (48-2) 26 62 40

TÜRKIYE

Dünya Infotel A.S.

Istiklâl Cad. No: 469
TR-80050 Tünel-Istanbul
Tel. (90-212) 251 91 96
(90-312) 427 02 10
Fax (90-212) 251 91 97

BÄLGARIJA

Europress-Euromedia Ltd

59, Bld Vitosha
BG-1000 Sofia
Tel. (359-2) 80 46 41
Fax (359-2) 80 45 41

HRVATSKA

Mediatrade Ltd

Pavla Hatzia 1
HR-10000 Zagreb
Tel. (385-1) 43 03 92
Fax (385-1) 44 40 59

ROMÂNIA

Euromedia

Str. G-ral Berthelot Nr 41
RO-70749 Bucuresti
Tel. (40-1) 210 44 01/614 06 64
Fax (40-1) 210 44 01/312 96 46

SLOVAKIA

Slovenska Technicka Kniznica

Námestie slobody 19
SLO-81223 Bratislava 1
Tel. (42-7) 53 18 364
Fax (42-7) 53 18 364
E-mail: europ@tbb1.sltk.stuba.sk

SLOVENIA

Gospodarski Vestnik

Zalozniska skupina d.d.
Dunajska cesta 5
SI-1000 Ljubljana
Tel. (386) 61 133 03 54
Fax (386) 61 133 91 28
E-mail: belicd@gvestnik.si
URL: www.gvestnik.si

ISRAEL

R.O.Y. International

17, Shimon Hatarssi Street
PO Box 13056
61130 Tel Aviv
Tel. (972-3) 546 14 23
Fax (972-3) 546 14 42
E-mail: royil@netvision.net.il

Sub-agent for the Palestinian Authority:

Index Information Services

PO Box 19502
Jerusalem
Tel. (972-2) 27 16 34
Fax (972-2) 27 12 19

RUSSIA

CCEC

60-Ietiya Oktyabrya Av. 9
117312 Moscow
Tel. (095) 135 52 27
Fax (095) 135 52 27

AUSTRALIA

Hunter Publications

PO Box 404
3167 Abbotsford, Victoria
Tel. (61-3) 9417 53 61
Fax (61-3) 9419 71 54

CANADA

Uniquement abonnements/
Subscriptions only:

Renouf Publishing Co. Ltd

1294 Algoma Road
K1B 3W8 Ottawa, Ontario
Tel. (1-613) 741 73 33
Fax (1-613) 741 54 39
E-mail: renouf@fox.nstn.ca
URL: fox.NSTN.Ca/~renouf

EGYPT

The Middle East Observer

41, Sherif Street
Cairo
Tel. (20-2) 39 39 732
Fax (20-2) 39 39 732

JAPAN

PSI-Japan

Asahi Sanbancho Plaza #206
7-1 Sanbancho, Chiyoda-ku
Tokyo 102
Tel. (81-3) 3234 69 21
Fax (81-3) 3234 69 15
E-mail: psijapan@gol.com
URL: www.psi-japan.com

SOUTH AFRICA

Safto

5th Floor Export House,
CNR Maude & West Streets
PO Box 782 706
2146 Sandton
Tel. (27-11) 883 37 37
Fax (27-11) 883 65 69

UNITED STATES OF AMERICA

Bernan Associates

4611-F Assembly Drive
MD20706 Lanham
Tel. (301) 459 2255 (toll free telephone)
Fax (800) 865 3450 (toll free fax)
E-mail: query@bernan.com
URL: www.bernan.com

MÉXICO

Mundí-Prensa Mexico, SA de CV

Río Pánuco, 141
Delegación Cuauhtémoc
ME-06500 México DF
Tel. (52-5) 553 56 58/60
Fax (52-5) 514 67 99
E-mail: 104164.23compuserve.com

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Kyowa Book Company

1 F1, Phyoung Hwa Bldg
411-2 Hap Jeong Dong, Mapo Ku
121-220 Seoul
Tél. (82-2) 322 6780/1
Fax (82-2) 322 6782
E-mail: kyowa2@ktnet.co.kr.

**ANDERE LÄNDER/OTHER COUNTRIES/
AUTRES PAYS**

Bitte wenden Sie sich an ein Büro Ihrer
Wahl / Please contact the sales office of
your choice / Veuillez vous adresser au
bureau de vente de votre choix

Emploi & affaires sociales

	Prix au Luxembourg (TVA exclue)	ECU
Prix par numéro		15
Abonnement annuel		
• Emploi et marché du travail (2 publications)		24
• Égalité des chances et politique familiale (3 publications)		36
• Santé publique (3 publications)		36
• Santé et sécurité au travail (3 publications)		36
• Protection sociale et actions sociales (3 publications)		36
• Dialogue social et droits sociaux (3 publications)		36
• Fonds social européen (4 publications)		48
Abonnement aux sept thèmes		210



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-828-2965-0

